

**L'impact des capacités industrielles des nouveaux États membres de l'UE
sur l'autonomie technologique et stratégique de l'Europe
(marché numéro 2009 78 1 050 10 87 00 00, EPS 2009/0012)**

Rapport final
28 juillet 2010

Rapport réalisé par Jean-Pierre Maulny, Directeur adjoint, IRIS
Fabio Liberti, chercheur, IRIS
Sarah Lacarrière, chercheur, IRIS

Avec le concours du comité de pilotage, composé par :
Jean-Yves Clair, IRSEM
Ilios Yannakakis,
Sylvain Moura, OED,
Andras Turke

SOMMAIRE

Introduction	p.4
Chapitre 1 : République Tchèque	p.7
I) Les industries de défense tchèques dans le monde post-guerre froide	p.7
1. <i>Etat de la BITD tchèque au lendemain de la guerre froide</i>	<i>p.7</i>
2. <i>Les facteurs politiques d'une transition économique difficile</i>	<i>p.8</i>
3. <i>L'impact des adhésions à l'OTAN et à l'UE</i>	<i>p.10</i>
<u>Encadré</u> : Le cas d'Aero Vodochody : une erreur de stratégie ?	p.12
II) La BITD tchèque dans les années 2000:état des lieux et perspectives	p.14
1. <i>Les années 2000 : vers une « reprise en main » ?</i>	<i>p.14</i>
2. <i>Des limites budgétaires persistantes</i>	<i>p.15</i>
3. <i>Les faiblesses de la législation nationale en matière de passation de marché</i>	<i>p.17</i>
4. <i>L'influence de la politique étrangère</i>	<i>p.18</i>
<u>Encadré</u> : Les élections législatives du 28 et 29 mai	p.20
5. <i>Perspectives européennes pour les industries tchèques</i>	<i>p.21</i>
III) Conclusions sur le cas tchèque	p.23
Chapitre 2 : la Hongrie	p.25
I) Eléments de contexte : La situation politique et économique en Hongrie	p.25
1. <i>La situation politique</i>	<i>p.25</i>
2. <i>La situation économique</i>	<i>p.27</i>
3. <i>La politique étrangère de la Hongrie</i>	<i>p.29</i>
4. <i>La politique de défense hongroise</i>	<i>p.31</i>
II) La BITD hongroise	p.34
1. <i>Présentation générale</i>	<i>p.34</i>
2. <i>Des années 2000 à aujourd'hui</i>	<i>p.35</i>
3. <i>Budget de la défense et perspectives d'évolution</i>	<i>p.36</i>
4. <i>La politique industrielle dans le domaine de la défense</i>	<i>p.37</i>
5. <i>Conclusions et analyse prospective</i>	<i>p.39</i>
Chapitre 3 : La Pologne	p.42
I) Eléments de contexte : la situation économique et politique en Pologne :	p. 42
1. <i>Une économie toujours active malgré la crise : l'exception polonaise en Europe</i>	<i>p.42</i>
2. <i>Politique intérieure</i>	<i>p.42</i>
<u>Encadré</u> : Les élections présidentielles anticipées	p.43

3.	<i>Les évolutions récentes en matière de politique étrangère</i>	p.44
a.	La Pologne, entre intégration régionale et indépendance au service de ses intérêts stratégiques	p.44
b.	Relations avec la Russie	p.45
c.	Le marché énergétique de la Pologne	p.46
II)	La BITD polonaise	p.49
1.	<i>Une industrie en déclin : la coopération « vitale » avec les Etats-Unis pour sécuriser ses équipements</i>	p.49
2.	<i>Privatisation</i>	p.52
3.	<i>Les niches capacitaires polonaises et la présence française et d'États tiers</i>	p.55
4.	<i>Recommandations prospectives</i>	p.57

Chapitre 4 : Pologne, Hongrie, République Tchèque, et le développement de l'autonomie industrielle et stratégique de l'UE **p.58**

1.	<i>Vers un nouveau européisme en Europe centrale et orientale ?</i>	p.60
2.	<i>La nouvelle perception de la relation transatlantique</i>	p.62
3.	<i>Les conséquences industrielles du tropisme pro-américain</i>	p.64
4.	<i>La relation avec la Russie : l'importance de l'enjeu énergétique</i>	p.65
5.	<i>La politique des offsets et le développement de la PeSDC via la création d'un marché européen des équipements de défense</i>	p.66

Conclusions et recommandations **p.71**

Annexe 1 :	Liste des personnalités auditées	p.75
------------	----------------------------------	------

Annexe 2 :	Présentation des entreprises	p.77
------------	------------------------------	------

Introduction

L'étude « impact des capacités industrielles des pays d'Europe centrale et orientale sur l'autonomie stratégique et technologique de l'Union européenne » avait pour objectif d'analyser la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) de trois pays de l'Union européenne, la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque, et leur apport potentiel au développement de la Politique européenne de sécurité et de défense commune (PeSDC).

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ouvre des possibilités nouvelles de développement de la PeSDC, grâce à l'institution d'un Haut Représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, la création d'un Service Européen d'Action Extérieure (SEAE), ainsi que la possibilité de lancer une Coopération Structurée Permanente. De même, les évolutions politiques récentes dans les pays d'Europe centrale et orientale, ont mis en lumière à la fois un intérêt grandissant de ces pays vis-à-vis de la PeSDC et un relâchement des liens avec les Etats-Unis et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cela justifiait que l'on étudie la politique de défense de ces trois pays et que l'on évalue leurs capacités industrielles. Ces évolutions s'insèrent en effet dans un contexte de rapide évolution des politiques de défense et d'armement en Europe, du aux effets de la crise économique et financière. Des réductions budgétaires dans le domaine de la défense sont annoncées partout en Europe. Même les États leaders au sein de l'Union dans le domaine de la défense (France et Royaume Uni principalement) reconnaissent désormais ne plus pouvoir couvrir la totalité du spectre des capacités de défense, et étudient la mise en place d'une stratégie de mutualisation ou de spécialisation des capacités militaires. Partant de ce constat, il paraît essentiel de disposer d'une cartographie des BITD nationales en Europe, qui aille au-delà des pays signataires de la Lettre d'intention (LoI) pour identifier les opportunités de coopération, bilatérales ou multilatérales, de façon à optimiser la dépense publique dans le domaine de la défense.

Trois pays ont été sélectionnés pour cette analyse : la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie. Ce choix dérive d'une série de considérations :

- Tout d'abord la taille du tissu industriel de défense. Dans les trois pays étudiés, on pouvait considérer la taille de la BITD comme significative, même si elle n'a pas de commune mesure avec celle des principaux États d'Europe occidentale. Ces pays

jouaient un rôle clé dans la répartition des compétences au sein du Pacte de Varsovie pour la fabrication de matériels d'armement.

- D'autre part, le système de présidence tournante de l'Union européenne fait que deux des pays étudiés assureront prochainement la présidence de l'Union : la Hongrie au premier semestre 2011, puis la Pologne au deuxième semestre 2011. Même si l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne amoindrit considérablement le pouvoir d'impulsion des présidences nationales en matière de défense, au profit du Haut représentant, nous pouvons affirmer que dans la phase de transition actuelle (précédent l'entrée en fonction du SEAE), la troïka des présidences joue encore un rôle d'impulsion politique (Belgique au deuxième semestre 2010 puis Hongrie et Pologne).
- Enfin, ces trois pays ont été les premiers, parmi les pays d'Europe centrale et orientale, à adhérer à l'OTAN après la fin de la guerre froide, au mois de mars 1999, et ont développé depuis des liens structurels assez forts avec les Etats-Unis, renforcés par la participation de leurs troupes nationales en Afghanistan. Ce lien avec les Etats-Unis s'est accompagné d'un certain désintérêt vis-à-vis de la construction de la PeSDC. Au moment même où cette situation semble en rapide évolution, il était utile de s'intéresser de près à la contribution possible de ces trois pays à l'autonomie stratégique et technologique de l'Union européenne.

Le rapport final de cette étude est articulé en quatre parties. Les trois premières concernent les pays étudiés. Le chapitre final présente une analyse transverse des enjeux auxquels font face ces pays dans le développement de leurs politiques étrangère, de défense et industrielle, ainsi que l'articulation de ces politiques avec les instances internationales telles que l'OTAN et l'Union européenne (UE). Ce chapitre présente également des recommandations.

Les trois chapitres nationaux ont été développés en suivant la méthodologie suivante : les auteurs se sont intéressés tout d'abord au cadre politique général des pays, à leur situation économique et industrielle, pour ensuite approfondir l'analyse de leur politique de défense et de leur BITD. Des missions d'études ont été menées dans les pays étudiés, à l'exception de la Pologne.

Tous les chiffres présentés dans ce rapport ont fait l'objet d'une conversion en Euro, au taux moyen de conversion de l'année citée en référence.

Le rapport est complété par deux annexes. La première recense la liste des entretiens réalisés tout au long de l'étude.

La deuxième annexe consiste en une cartographie des entreprises des pays étudiés, comprenant leur domaine d'activité, leurs principaux produits, ainsi que les principales données chiffrées quand celles-ci sont disponibles.

Chapitre 1 : La République Tchèque

L'écroulement du bloc soviétique a eu pour conséquence, en République tchèque comme dans les autres pays de l'ancien Pacte de Varsovie, un changement radical de la structuration de la BITD nationale. La restructuration de cette BITD s'est faite en deux étapes.

Les années 90 ont été marquées par des difficultés majeures liées à la transition vers l'économie de marché et au peu de soutien politique à l'égard des industries d'armement. Aucune stratégie industrielle claire soutenue par les autorités ne se dégage alors, et l'industrie nationale, jadis très performante, vit une crise profonde.

Les années 2000 sont caractérisées par une certaine « reprise en main » : les autorités vont développer une politique industrielle dont le principal bénéficiaire est l'entreprise la plus importante du pays dans le domaine de la défense, Aero Vodochody¹, et ce alors que le pays vient d'adhérer à l'OTAN et a entamé son processus d'adhésion à l'Union européenne.

Aujourd'hui l'adhésion à l'UE, et les mécanismes et structures développés par celle-ci pour mettre en œuvre un marché européen des équipements de défense, pourraient constituer une opportunité d'accompagnement de la restructuration de l'industrie tchèque et une opportunité pour son développement.

I) Les industries de défense tchèques dans le monde post-guerre froide

1. Etat de la BITD tchèque au lendemain de la guerre froide

La Tchécoslovaquie était le pays de l'orbite soviétique le plus diversifié en matière de production d'armement. Elle pouvait couvrir le spectre de l'ensemble des types d'armement, et de fait, ses capacités industrielles pendant la guerre froide comptaient au rang des plus dynamiques des pays du pacte de Varsovie. La séparation consensuelle opérée entre la République tchèque et la Slovaquie le 31 décembre 1992 a déséquilibré ce tissu industriel relativement autonome. La Slovaquie hébergeait sur son sol la plupart des industries lourdes (fabrication de chars et de pièces d'artillerie essentiellement, soit 60% de la production nationale) tandis qu'en République tchèque, dans les régions de Bohême et Moravie, l'industrie

¹ Un encadré particulier est réalisé sur cette entreprise à la fin de la première partie (p.12)

aéronautique et électronique (avions, avionique, équipements radar) constituait la partie la plus importante de la production². Des capacités de fabrication de munitions et d'armes légères complétaient le tableau de la production de défense en Tchécoslovaquie en 1989.

En 1987, la Tchécoslovaquie se situait au septième rang des pays exportateurs dans le monde. 80% de la production tchèque était alors destinée à l'exportation et deux tiers de ces exportations étaient composées par des matériels fabriqués pour les besoins des pays du Pacte de Varsovie. Puis la production connaît une chute brutale. Entre 1988 et 1992, elle passe de 12,3 milliards de couronnes à 2,4 milliards³. Ce déclin va engendrer un difficile processus de restructuration de la BITD nationale.

2. Les facteurs politiques d'une transition économique difficile

Les raisons de ce déclin, qui s'est confirmé tout au long des années 90, sont multiples mais tiennent en particulier à l'effondrement de tout un système qui garantissait aux industries tchèques d'importantes ouvertures sur les marchés d'exportation. La Tchécoslovaquie disposait en effet des débouchés de ses partenaires au sein du pacte de Varsovie, mais aussi de ceux des alliés de l'Union Soviétique (URSS) dans le monde. Ces marchés ont peu à peu dû être abandonnés en raison de leur inadéquation politique et juridique avec les règles sur les exportations d'armements en vigueur au sein de l'UE à laquelle la République tchèque préparait son adhésion.

De plus le pacte de Varsovie constituait, outre une alliance militaire, un lieu d'orientation des politiques industrielles des pays membres. Il y avait une logique de spécialisation qui limitait la concurrence au sein des pays du Pacte et donc garantissait aux producteurs des débouchés relativement stables. A cela s'ajoutait le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), une organisation d'entraide économique entre les différents pays du bloc communiste, qui occupait un rôle majeur dans l'accompagnement et le soutien de la planification et de la spécialisation des pays du Pacte.

² -*Lost illusions ? Defence industry conversion in Czechoslovakia, 1989-92*, in *Europe-Asia Studies*, 1993, p.1045-1069

³ -KISS.J, *The Defence Industry in East-central Europe : restructuring and conversion*, SIPRI, 1997

En ce qui concerne la demande nationale, le budget d'équipements de défense a servi de variable d'ajustement dans un contexte économique de réduction des déficits et de rigueur mené par le gouvernement dans le cadre de la transition vers une économie de marché. Entre 1993 et 1997, les dépenses militaires (hors pensions) ont été réduites de 17,7% en termes réels, passant de 2,3% du Produit Intérieur Brut (PIB) hors pensions à 1,6% (pensions comprises)⁴. De fait la défense ne constituait pas une priorité de la politique économique et industrielle tchèque.

De plus un processus de privatisation de l'industrie d'armement a été lancé dès 1990. A cette occasion, la majeure partie des entreprises détenues par l'Etat a été mise sur le marché entre 1990 et 1993 sans qu'il y ait de programme spécifique de prévu pour sauvegarder les entreprises stratégiques nationales. Les Petites et Moyennes entreprises (PME) étaient cédées la plupart du temps aux dirigeants qui avaient été placés à la tête de ces entreprises par les autorités étatiques. De ce fait, ceux-là mêmes qui avaient géré ces entreprises à l'époque soviétique, et qui n'avaient donc aucune expérience du fonctionnement d'une économie de marché, se sont retrouvés à la tête de ces entreprises dans un marché compétitif.

Avec le recul il apparaît que l'erreur de stratégie tient principalement au fait que le pays aurait pu investir dans une logique de répartition des compétences, comme cela est admis aujourd'hui par des officiels tchèques, et comme cela est le cas actuellement⁵. Bien qu'ils n'aient pas les moyens d'investir sur tout le spectre des capacités, les Tchèques auraient pu, dès le milieu des années 90, se focaliser sur des niches technologiques porteuses, encouragés dans ce sens par leur participation aux processus de développement capacitaire de l'OTAN et de la PeSDC. La République tchèque a au contraire choisi à l'époque de porter ses efforts dans le secteur aéronautique au sein duquel la concurrence est rude, notamment sur les marchés européens.

Tout en privilégiant Aero, le gouvernement ne s'est à l'époque pas résolu à se détourner d'autres secteurs de production. Ce fut un choix coûteux, et en même temps légitime car pour un pays retrouvant sa souveraineté après un demi-siècle de limitation de celle-ci par une puissance étrangère, il eut été impensable de miser immédiatement sur une logique de spécialisation. Malgré cette volonté de conserver des compétences diversifiées, la part de l'aéronautique dans l'industrie tchèque témoigne d'un important déséquilibre.

⁴ TUMA. M, *Relics of Cold War : defence transformation in the Czech Republic*, SIPRI, 2006

⁵ Voir le développement récents des capacités de la BITD tchèque dans la partie 2 de ce document.

Structure de l'industrie des armements tchèque en 1997⁶

CATEGORIE	Part du Total (%)
Aéronautique	74,0
Electronique et instruments	11,5
Véhicules sur roues et tous terrains	5,5
Autres matériels de défense et réparations	9,0

3. L'impact des adhésions à l'OTAN et à l'UE

Les choix en matière de politique étrangère des différents gouvernements qui se sont succédés ont influencé les orientations de la politique industrielle. Au lendemain de la guerre froide, le processus d'adhésion à l'OTAN et à l'UE commence. Ces deux organisations sont considérées comme des gages de sécurité et de prospérité et bien au-delà comme une reconnaissance de «l'occidentalisation» de la république tchèque et de sa volonté de développer le modèle d'économie de marché⁷. En adhérant à l'Union européenne en 2003, la République tchèque espérait s'insérer dans un espace démocratique de prospérité économique susceptible de stabiliser et stimuler son économie. L'adhésion à l'OTAN en 1997, qui a pris effet en 1999, était pour sa part motivée par la nécessité d'assurer la sécurité nationale contre la résurgence éventuelle d'une menace russe impérialiste.

Cependant, dans le domaine de la défense, l'adhésion à l'UE ainsi qu'à l'OTAN a entraîné un douloureux processus d'adaptation de l'industrie nationale. Si la nécessité de moderniser les forces armées nationales a constitué un moteur de croissance de l'activité (toutefois sans commune mesure avec l'effort en matière de défense de l'époque de la guerre froide), la BITD nationale a dû néanmoins s'adapter aux standards européens et otaniens en la matière, à la fois en termes de performance (le premier conflit en Irak en 1991 ayant mis en lumière les limites

⁶ Source : M. Mariano Alierta, rapporteur, « Les marchés de la défense en Europe Centrale », Rapport spécial, Commission économique, sous-commission sur la coopération, assemblée parlementaire de l'OTAN.

⁷ *Qui décide de la politique étrangère tchèque ?*, in La Revue internationale et stratégique n°61, Dalloz, 2006.

technologiques et opérationnelles des armements produits en Europe de l'est) et à la fois en termes techniques (adoption des standards STANAG⁸ de l'OTAN).

La République tchèque a par ailleurs dû abandonner un certain nombre de débouchés en raison de leur inadéquation politique et juridique avec les règles sur les exportations d'armements en vigueur au sein de l'UE. De plus, son partenariat stratégique avec les Etats-Unis a encouragé ces derniers à faire pression sur la République tchèque pour qu'elle ne vende pas d'armement à la Chine. Ainsi en 2004, des exportations prévues vers la Chine de radars Vera de la société tchèque ERA ont finalement fait l'objet d'un retrait de licence par le ministère de l'Industrie et du Commerce, également car cette vente aurait violé l'embargo décidé par l'Union européenne sur les ventes d'armes en direction de la Chine décidé en 1989.⁹

⁸ L'acronyme STANAG indique les « Standardization agreements » de l'OTAN. Il s'agit des accords de normalisation de l'Alliance concernant les processus, procédures, termes et conditions pour l'utilisation d'équipements militaires ou de procédures techniques en commun entre les pays membres de l'Alliance.

⁹ *Le système tchèque de radar Vera, objet de toutes les convoitises*, Article Radio Prague, Août 2005 ([lien](#))

Le cas d'Aero Vodochody : une erreur de stratégie ?

Les gouvernements qui se sont succédés se sont focalisés depuis 1989 sur le sort de cette entreprise. Il s'agissait – et il s'agit toujours - de la principale entreprise du pays dans le domaine de la défense. L'ambition tchèque était de pouvoir disposer de l'ensemble de la maîtrise d'ouvrage en matière d'aéronautique légère, et notamment d'avions d'entraînement. Ainsi, les efforts nationaux se sont concentrés sur Aero Vodochody, entreprise d'Etat au lendemain de la guerre froide. Cette polarisation s'est portée en particulier sur le développement de l'appareil L-159, un chasseur léger pouvant servir d'avion d'entraînement. Ce programme a bénéficié de plus de 80% des crédits d'équipement du budget de la défense tchèque au long de la deuxième moitié des années 90¹⁰.

Malgré les investissements massifs de la part du ministère de la Défense tchèque, à la fin des années 90, l'entreprise se retrouve au bord de la faillite, souffrant de la chute sensible des ventes de sa gamme d'avions militaires qui a caractérisé la première moitié de cette décennie. Le gouvernement tchèque lui-même rencontre des difficultés importantes. Alors que le ministère de la Défense, à travers Aero, importait 70% des composantes de l'appareil à partir d'entreprises américaines, avec des contrats libellés en dollars, les coûts de développement et de production explosent en raison de l'évolution du marché des changes¹¹, ponctionnant ainsi lourdement le budget d'équipement du ministère. Au final, la commande en 1997, de la part du ministère de la Défense, de 72 L-159 ainsi que la vente de 35% du capital de l'entreprise à Boeing, sont effectuées afin de sauvegarder le fleuron de la BITD nationale. Cependant, l'expérience s'est avérée peu satisfaisante. Le gouvernement tchèque pensait pouvoir profiter de transferts de technologie de la part des Américains, ce qui ne fut pas le cas. De ce fait l'Etat tchèque a racheté la participation de Boeing pour une couronne symbolique, puis a privatisé à nouveau la société en 2006 en la vendant à un groupe d'investisseurs d'Europe centrale (Penta Investments)¹².

Finalement le gouvernement tchèque, tout en commandant la totalité des exemplaires fabriqués, a été obligé de réduire le nombre d'appareils en ligne à 24 seulement en 2003¹³, en raison de

¹⁰ « EU enlargement and its consequences for Europe's defence industries and markets », Paper 40, Bonn International Center for Conversion (BICC) Bonn, 2005

¹¹ Information recueillie auprès d'officiels du ministère de la défense tchèque lors de la mission à Prague.

¹² Sur ce sujet : - *Boeing quitte Aero par la petite porte*, Article Radio Prague, Octobre 2004 ([Lien](#))
- *Aero show profit from January 2008, Company's Management introduces main aims of the restructuring budget*, Article Skycontrol, Janvier 2007 ([Lien](#))

¹³ *Aero Vodochody plays down threat to L-159*, Article Jane's Defence Weekly, No Novembre 2006

difficultés budgétaires, les exemplaires restant étant stockés dans des entrepôts. La volonté initiale était de transformer les avions en surplus en appareils biplace d'entraînement, pour pouvoir les vendre à l'exportation. Mais, malheureusement pour Aero, le marché des chasseurs légers ou des avions d'entraînement faisait à cette époque, et encore aujourd'hui, l'objet d'une âpre concurrence, avec le lancement du M346 par Alenia Aeronautica, du Mako d'EADS, ainsi que de la présence sur le marché d'autres appareils tels que le Hawk britannique¹⁴. Aero, qui devait être le fleuron de l'industrie d'armement tchèque, a dû se résoudre à un rôle plus modeste de sous-traitant pour des entreprises européennes et américaines. Elle a conclu des accords avec l'entreprise italienne Alenia, pour le compte de laquelle elle fabrique des composants du C27J, et avec Latécoère, pour laquelle elle produit des éléments destinés aux avions Embraer 170.

De plus, alors même que 70% de l'avionique de l'appareil est de conception américaine, Aero s'est trouvée confrontée au durcissement du contrôle des exportations américaines d'armement. Alors qu'il était entendu que les Etats-Unis soutiendraient l'exportation de cet avion subsonique, conçu en partie pour répondre à un besoin exprimé par Boeing pour couvrir un segment de marché absent de son portefeuille produit, la réalité a été bien différente. Plusieurs prospects à l'exportation réalisés par Aero et le ministère de la Défense tchèque (Bolivie et Nigeria essentiellement) ont été bloqués par le Pentagone du fait de la législation américaine International Traffic in Arms Regulations (ITAR) sur les exportations d'armement¹⁵. Aujourd'hui des prospects sont en cours au Canada (qui aurait besoin d'un appareil de ce type pour sa patrouille acrobatique), en Irak, en Afghanistan et en Jordanie. Pour l'instant aucun de ces prospects ne peut être considéré comme étant en phase conclusive, et les entretiens réalisés au sein du ministère de la Défense tchèque ont révélé une certaine amertume vis-à-vis des Etats-Unis sur leur implication dans ce programme en coopération.

Le seul succès à l'export des L-159 à ce jour est un troc réalisé en avril 2009 avec CASA. La République tchèque s'est dotée de deux Airbus A-319 (l'un pour le transport des personnalités, l'autre pour le transport des troupes et /ou des blessés) ainsi que de 4 Casa CN-235. Prague a complété le paiement de ces avions par la livraison de cinq L-159¹⁶.

¹⁴ « EU enlargement and its consequences for Europe's defence industries and markets », Paper 40, Bonn International Center for Conversion (BICC) Bonn, 2005

¹⁵ Entretien avec un représentant du ministère de la Défense tchèque lors d'une mission réalisée en mars 2010

¹⁶ *La République tchèque remplace ses An-26 par des C-295M*, Article Wair Actualité aéronautique, avril 2009 ([Lien](#))

II) La BITD tchèque dans les années 2000 : état des lieux et perspectives

1. Les années 2000 : vers une « reprise en main » ?

En 1999, pour la première fois, l'Etat tchèque devient importateur net de matériels de défense. Ce constat résonne comme un signal d'alarme. A cela s'ajoute cette même année l'entrée dans l'OTAN qui a pour conséquence une attention plus importante des partenaires sur les processus en cours de modernisation des forces armées et de restructuration industrielle dans le pays. Cette nouvelle situation pousse le gouvernement social-démocrate présidé par Milos Zeman à réagir et à mettre en place une nouvelle organisation de la BITD pour sauver les compétences nationales. Un Conseil de sécurité de l'Etat est mis en place avec pour fonction d'effectuer le suivi de la nouvelle politique industrielle. Parallèlement est mis en place un Bureau national pour l'armement avec pour objectif d'améliorer la coopération du gouvernement avec les industriels. Ces décisions sont le produit d'un texte de loi adopté par le Parlement tchèque début 2000 pour définir les rapports entre l'Etat, l'armée et les industries de défense¹⁷. Cet investissement du politique est un signal favorable, mais son impact est encore limité du fait des incertitudes qui demeurent sur les conditions d'éligibilité des entreprises à un soutien financier de l'Etat, ou encore sur le périmètre des activités que le gouvernement considère comme étant de nature stratégique.

Cette dynamique politique, quoique limitée, encourage néanmoins les industriels à s'organiser eux-mêmes afin notamment de disposer d'une interface pour le suivi des mesures politiques. C'est ainsi qu'est créée en juin 2000 l'Association de l'industrie de défense de République tchèque (AOP à l'origine, nommé désormais AOBP - *Asociace obranného a bezpečnostního průmyslu České republiky*¹⁸). Cette association compte désormais 101 membres et a pour rôle de défendre auprès du gouvernement tchèque les intérêts du secteur, ce qui permet au gouvernement d'avoir un interlocuteur unique¹⁹. Qui plus est, elle joue un rôle très important dans le suivi et la communication sur les initiatives européennes pour la mise en place d'un marché européen des équipements de défense (European Defence Equipments Market ou EDEM) et dans le suivi des projets en coopération initiés par les partenaires européens en dehors ou au sein de l'Agence Européenne de Défense (AED). D'autres organisations de groupements

¹⁷ *Trois novices dans l'OTAN, quelles conséquences pour l'industrie ?*, in *Courrier des pays de l'Est* n°32, 2003, p.18-28

¹⁸ En anglais DSIA (Defence and Security Industry Association)

¹⁹ <http://www.aop-cr.cz/en/>

d'intérêts voient également le jour depuis le début des années 2000 (*Association of Aircraft Manufacturers, Association of Firms for the Protection of Information, Association of Arms and Ammunition Producers and Sellers*).

L'effet bénéfique de ce double processus politique et industriel est de permettre aux entreprises tchèques de disposer de davantage de visibilité sur leurs perspectives de développement. Une réflexion est par ailleurs engagée sur l'opportunité de réorienter la production nationale vers des types de produits plus sophistiqués d'un point de vue technologique. Ainsi, c'est à partir de 2000 que sont mis en place des investissements sur les systèmes de surveillance passive et systèmes de localisation qui bénéficient à la BITD nationale, comme l'illustre le succès à l'exportation du système de radar passif Vera de la firme ERA. En 2005, la République tchèque a vendu à l'Estonie pour environ 3,3 millions d'euros un exemplaire de ce système, ce pays devenant alors le troisième pays à en disposer après la République tchèque et les Etats-Unis²⁰. La reprise de la demande internationale dans le secteur des armées légères et des munitions profite également à la BITD tchèque²¹.

2. Des limites budgétaires persistantes

Force est de constater qu'encore aujourd'hui la BITD tchèque souffre de maux chroniques, à savoir un faible investissement en matière de Recherche et Développement (R&D) et d'équipements. La part consacrée au budget de défense reste faible et décroît en pourcentage du PIB depuis la deuxième moitié de la première décennie du XXI^{ème} siècle. Le rythme des exportations qui avait connu une embellie en 2005 est aujourd'hui décroissant.

²⁰ Entre-temps ERA a été racheté par une entreprise américaine (Rannoch Corporation) en octobre 2006, puis revendu à une autre entreprise américaine en juillet 2008 (SRA International). La production a néanmoins été maintenue sur le territoire tchèque. (Source US firm buys Czech Vera system company, Jane's weekly defense, nov.2006)

²¹ Informations recueillies lors de la mission en République tchèque

Evolution du PIB, du budget de la défense et du personnel militaire de la République tchèque

	2002	2006	2007	2008	2009	Evolution 2002-2009
PIB (en M€)	152 277	208 312	226 389	236 722	229 223	+ 50,53%
Dépenses totales de défense (en M€)	3066	3514	3281	3382	3526	+ 15%
Dépenses en Capital (en M€)	723	806	652	624	630 (soit 18%)	-12,8%
Dépenses en R&D (en M€)	25	37	30	32 (soit 0,9%)	38	+23,8% (2002-2008)
Effectifs militaires	40 300	24 600	24 600	24 700	24 300	- 38,71%

Source : Observatoire Economique de la Défense – Janvier 2010

De plus, le budget de défense tchèque montre de manière chronique un certain déséquilibre. 44% des dépenses sont absorbés par les dépenses de fonctionnement et de personnel, 36% environ sont consacrés au maintien en condition opérationnelle (un pourcentage élevé qui s'explique par le maintien en service d'équipements vétustes de l'époque soviétique), et 5% dédiés aux opérations extérieures. Seulement 20% d'un budget, déjà limité, est donc consacré aux investissements (R&T²², R&D, ainsi qu'à l'achat de nouveaux matériels)²³.

La crise économique actuelle rend la situation encore plus difficile. Alors qu'un budget de 59 milliards de couronnes était prévu pour 2010, une réduction de 17% a finalement été actée cette année pour maîtriser les déficits budgétaires. Le budget 2010 s'élève finalement à 48,66 milliards de couronnes (soit 1,9 milliard d'euros), ce qui représente une baisse de 12% par rapport au budget de 2009. Seul 1,31 % du PIB est donc consacré en 2010 à l'effort de défense, contre 1,53 % en 2009. La loi de finances 2010 prévoit pour 2011 et 2012 une poursuite de ce déclin, avec respectivement des taux de 1,32 %, et 1,21% du PIB consacrés au budget de défense. 4 459 postes civils ont été supprimés (non renouvelés) en 2009, soit 8 % des effectifs globaux. Le ministère de la Défense tchèque emploie désormais 24 000 militaires et 8 000 civils²⁴.

²² Recherche & Technologie

²³ La source de cette répartition est le projet de loi budgétaire pour l'année 2010

²⁴ Ces chiffres, contenus dans la loi de finance tchèque pour 2009-2011 ont été présentés lors de la mission en République tchèque par l'attaché de défense de l'Ambassade de France.

3. Les faiblesses de la législation nationale en matière de passation de marchés publics

C'est un défi qui a une résonance particulière étant donné les évolutions en cours au sein de l'UE et notamment l'adoption récente de la directive sur les marchés de défense et de sécurité²⁵ destinée à harmoniser et améliorer les procédures d'appels d'offre des pays membres.

La République tchèque doit en la matière remédier à certaines tendances protectionnistes que la crise économique risque d'accroître. En effet, on constate que la demande tchèque reste relativement fermée aux entreprises étrangères : s'agissant de contrats pour lesquels la possibilité d'une offre internationale existe, la solution nationale est en général privilégiée. Pour ne citer qu'un seul exemple, dans le cadre du projet de modernisation des fusils d'assaut qui équipent les forces armées tchèques le ministère de la Défense a bien lancé un appel d'offre, mais il apparaît que ses critères d'exigence étaient taillés sur mesure pour une entreprise nationale, notamment du fait d'un délai de réponse de 20 jours seulement, une échéance impossible à tenir pour n'importe quelle autre société²⁶. Pour les autres contrats, les *offsets*, ou compensations industrielles, sont négociés directement avec les entreprises étrangères, et des procédures spéciales sont adoptées pour éviter de passer par un appel d'offre. Ainsi, l'utilisation des *Urgent Operational Requirements* (UOR) devient la norme. Par exemple, dans le cas des véhicules de transport de troupes, 15 véhicules IVECO avaient été commandés pour la mission en Afghanistan avec un UOR, synonyme d'absence d'appel d'offre. Par la suite une commande de 90 exemplaires supplémentaires a été décidée toujours sans appel d'offre au motif qu'il s'agissait uniquement d'un « complément de série ». Il faut également souligner que la loi tchèque interdit au ministère de la défense de passer directement commande auprès d'une entreprise étrangère. Ainsi, des sociétés d'intermédiation ont vu le jour, chargées de finaliser les commandes étatiques aux entreprises étrangères. Ceci a provoqué une corruption endémique qui occupe aujourd'hui le devant de la scène politique nationale à l'approche des élections générales²⁷.

Actuellement la polémique porte sur l'achat de blindés Pandur. Le ministère de la défense tchèque avait acheté à la société autrichienne Steyr 107 unités, dont 90 devaient être fabriquées en Moravie. Deux anciens dirigeants de la société Steyr ont affirmé à un journaliste qui opérait en caméra cachée que certains responsables tchèques auraient reçu des pots-de-vin lors de la

²⁵ Directive 2009/81/EC relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans le domaine de la défense et de la sécurité.

²⁶ Information recueillies lors de la mission en République tchèque par les auteurs de l'étude.

²⁷ Informations recueillies lors de la mission en République tchèque par les auteurs de l'étude.

vente de ces blindés de transport de troupes. Martin Bartak, ministre tchèque de la défense avant les élections de mai 2010, était notamment désigné comme étant l'un des bénéficiaires de ces retro-commissions.

Le contrat a été signé en 2006 par un gouvernement démissionnaire, en soulevant toutes sortes de polémiques. Il portait sur l'achat de 199 Pandur pour un montant de 1 milliard de dollars. Le gouvernement de Mirek Topolánek, qui avait été intronisé juste après la signature de l'accord, avait finalement annulé le contrat, puis en mars 2009 commandé 107 véhicules pour un montant de 14,4 milliards de couronnes (presque 600 millions d'euros).

Le quotidien à l'origine du scandale, Mlada Fronta Dnes daily, a publié le texte d'un accord secret qui remonterait à 2002 entre Steyr et un lobbyiste tchèque. Ce dernier était supposé toucher 7% du montant de la vente en cas de succès, une partie de ces 7% étant destinée au financement de partis politiques. Aucune certitude n'existe aujourd'hui sur la véracité de ces allégations, une enquête étant en cours²⁸. Cependant, ce type d'allégations risque de décourager des industriels européens voulant investir et exporter sur le marché tchèque.

4. L'influence de la politique étrangère

Depuis la fin de la guerre froide, les orientations de politique étrangère de la République tchèque n'ont pratiquement pas évolué. Mais celle-ci est assez difficile à appréhender, ce qui tient au fait que la formulation de la politique étrangère a longtemps fait l'objet d'un jeu d'influence opaque dominé par les deux Vaclav, Havel le dissident « européeniste » et Klaus le néolibéral « atlantiste »²⁹.

Il est nécessaire de s'interroger pour savoir quelle est la perception qu'a la République tchèque de l'Union européenne en tant qu'acteur de sécurité, pour ensuite envisager une dynamique volontariste de ce pays à l'égard d'une BITD européenne afin de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne. Pendant longtemps la République tchèque a été tournée vers les Etats-Unis, considérés comme les plus à même de garantir leur sécurité. De fait, les Tchèques n'ont pas été parmi les pays les plus actifs sur le plan européen pour promouvoir et développer les outils de la PeSDC. En témoigne une présidence tchèque de l'Union européenne au premier semestre 2009 pour laquelle les enjeux de défense ne constituaient pas, par rapport à son prédécesseur français, une priorité.

²⁸ *Police launch investigation of Pandur military vehicle deal*, Article The Prague Post, 24 février 2010 ([Lien](#))

²⁹ *Qui décide de la politique étrangère tchèque ?*, in La Revue internationale et stratégique n°61, Dalloz, 2006

A cet égard, il y a longtemps eu un décalage entre la classe politique tchèque et les aspirations de la société pour laquelle les sondages Eurobaromètre témoignent d'une forte volonté d'intégration dans l'Union européenne, y compris pour les aspects sécuritaires. Il s'agit là d'un signal encourageant, surtout dans la perspective à moyen terme d'un renouvellement des élites politiques et l'arrivée d'une génération de décideurs plus sensibles à la coopération européenne.

Autre élément dont on peut tenir compte, la relative déception à l'égard des Etats-Unis que l'on constate ces derniers temps. Sur le plan industriel, les Tchèques ont été déçus par la coopération mise en place entre Aero et Boeing qui n'a pas produit les résultats escomptés. Cependant, d'autres coopérations existent, comme celle concernant l'entreprise tchèque Era. Cette entreprise, qui produit les systèmes de radar passif Vera, a fait l'objet d'un rachat par une entreprise américaine en 2006. Le système Vera est l'un des seuls au monde capable de détecter les avions dotés d'un dispositif « Stealth ». On comprend dès lors l'enjeu qui a motivé ce rachat.

Plus récemment sur le plan politique, la déception tchèque vis-à-vis de la nouvelle administration américaine, autour de la question du bouclier antimissile, ainsi que le résultat des dernières élections législatives, pourrait faire évoluer la politique étrangère du pays dans un sens plus pro-européen, après deux décennies marquées par un fort sentiment pro-américain. La décision américaine en septembre 2009 de redéfinir le projet de bouclier anti-missiles par un nouveau projet où la république tchèque joue un rôle moins important a en effet soulevé de vives réactions dans ce pays. Au-delà du projet, c'était bien la présence de personnels américains chargés de mettre en œuvre le radar de suivi des trajectoires de missiles qui donnait le sentiment aux Tchèques qu'ils disposaient d'une garantie de sécurité allant au-delà de celle prévue par l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord.

Les élections législatives du 28 et 29 mai 2010

Les élections législatives du 28 et 29 mai ont dessiné un profond changement de la scène politique tchèque, avec notamment un vote sanction à l'encontre des deux partis historiques, le Parti social-démocrate (CSSD), ainsi que le Parti démocratique civique (ODS) de centre-droit. Même si ce dernier se maintient finalement au gouvernement, les grands gagnants de ce scrutin sont les partis de droite et du centre qui ont prôné l'austérité budgétaire, les débats ayant précédé les élections s'étant concentrés sur la question de la dette publique et la réduction du déficit public. Les deux grands partis, le CSSD, (22,1%) et le ODS, (20,22%) sont en net recul, chacun perdant environ une dizaine de points par rapport aux élections de 2006.

On observe la montée en puissance de deux partis, le nouveau parti de droite (TOP09, 16,7%) et les centristes Affaires publiques (VV, 10,88%).

Ainsi, c'est une coalition de centre-droite, qui regroupe l'ODS, le TOP09 et le VV, qui dispose ainsi de 118 des 200 sièges de la chambre basse, laissant les 82 sièges restants au CSSD et au parti communiste KSCM (11,27%). Ces trois partis ont donc désigné le leader de l'ODS, Petr Necas, comme premier ministre, et le Président de la République Tchèque, Václav Klaus, l'a chargé de former un gouvernement le 28 juin 2010.

Le grand perdant de ces élections législatives est le parti CSSD mené par Jiri Paroubek, Premier ministre en 2005-2006. Le CSSD avait mené une campagne électorale centrée sur l'augmentation des dépenses sociales, ce qui a été jugé démagogique par la plupart des analystes et des électeurs. D'autres partis historiques de la scène politique tchèque sortent de ces élections comme étant redimensionnés.

Cyril Svoboda, leader de l'Union chrétienne-démocrate (KDU-CSL), chef de la diplomatie en 2002-2006, a également démissionné, tout comme le leader des Verts (SZ), Ondrej Liska

A l'inverse, la grande nouveauté de ce scrutin tient au parti TOP09, mené par l'ancien ministre des Affaires étrangères de 2007 à 2009, Karel Schwarzenberg, qui avait été l'âme de la présidence tchèque de l'Union européenne. Profondément favorable à l'intégration européenne, M. Schwarzenberg a insisté pendant toute la campagne électorale sur la nécessité de remettre les finances publiques en ordre, en promettant de strictes coupes budgétaires.

Ainsi, la question de la réduction du déficit public s'est invitée au cœur de la campagne électorale, tout comme le thème de la réduction de la corruption, tandis que les questions de politique étrangère et de défense ont été absents du débat.

Néanmoins, nous pouvons estimer que la nouvelle équipe gouvernementale, grâce notamment à la présence de Karel Schwarzenberg, devrait s'investir d'une façon beaucoup plus importante dans les affaires européennes, réveillant ainsi l'intérêt tchèque pour les questions européennes, grand absent des débats de ces dernières années, ce qui s'est traduit par notamment un semestre de présidence tchèque de l'Union atone.

5. *Perspectives européennes pour les industries tchèques*

Le peu de dynamisme politique des Tchèques à l'égard d'une politique de défense et de sécurité européenne n'impacte pas nécessairement sur l'état d'esprit des managers des entreprises tchèques privatisées. En effet ceux-ci, après une privatisation difficile, considèrent les outils mis en place par l'Union européenne comme un tremplin pour le développement de leurs activités³⁰ et sont enclins à accroître la pression sur les autorités pour bénéficier des mécanismes mis en place. Cela a sans doute joué un rôle pendant la présidence tchèque de l'Union européenne dans la tenue de réunions techniques voulues par Prague sur des thèmes intéressant directement la BITD nationale. Ainsi, du 27 au 29 mai 2009, la Présidence tchèque a organisé une conférence internationale à Olomouc sur le rôle des PME (« Le rôle accru des PME dans la chaîne des fournisseurs »)³¹. Le soutien à l'AED dans ses efforts pour développer les parts de marché des PME était ainsi présenté comme une priorité par la présidence tchèque qui s'est intéressée à la notion de centres d'excellence. Au sein de l'AED, le domaine de la navigabilité aérienne militaire et de sa coordination avec d'autres institutions (OTAN, ASEA, EUROCONTROL) et avec l'industrie de défense européenne est couvert par un Tchèque, Jan Plevka, qui était avant ses fonctions à l'AED employé du département « Aviation militaire » du ministère de la Défense tchèque. Ces travaux se concentrent sur les enjeux posés par les avions non pilotés (*Unmanned Aerial Vehicle* ou UAV) à la navigabilité aérienne³².

De plus, la République tchèque a décidé de participer au Joint Investment Programme de l'AED sur la protection des forces, lancé fin 2006, ainsi qu'au projet *European Air Transport Fleet* (EATF) destiné à accroître les capacités européennes de transport stratégique.

³⁰ Constat issu de l'entretien réalisé avec Richard Hlavatý, président de l'AOBP, qui représente les intérêts des industriels tchèques

³¹ *La présidence tchèque soutient le développement des PME de l'industrie de défense*, Site Présidence CZ, ([Lien](#))

³² *La présidence tchèque soutient la résolution des questions de navigabilité aérienne des avions militaires à l'échelle européenne*, Site Présidence tchèque ([Lien](#))

Le domaine des hélicoptères constitue le point de focalisation de la nouvelle stratégie tchèque pour le développement de la BITD nationale. Par exemple, Aero réalise désormais les cellules des hélicoptères S-76 (mieux connus sous le nom *Black Hawk*) pour l'industriel américain Sikorsky, dans le cadre d'un contrat d'un montant de 4 milliards de couronnes tchèques. De même, l'entreprise d'Etat LOM Praha, spécialisée dans la réparation et la modernisation d'équipements aéronautiques, développe notamment des compétences sur le segment hélicoptères.

Ceci fait partie d'une stratégie globale de positionnement de la République tchèque comme un leader dans la modernisation des moyens de transport stratégique de l'époque soviétique (MIL-8, 17 et 24). Ainsi, la République tchèque espère valoriser sa participation à la PeSDC et à l'OTAN en apportant une réponse concrète aux lacunes capacitaires actuelles. LOM Praha est d'ailleurs la seule entreprise européenne certifiée par l'industriel russe Mil pour la transformation et la modernisation d'hélicoptères, ce qui évite un contrôle russe ou ukrainien sur le maintien en conditions opérationnelles de ces matériels. 200 hélicoptères de ce type sont actuellement disponibles en Europe, les Russes ayant en effet utilisé ces types de matériels pour payer une partie de leur dette étrangère en direction des pays d'Europe centrale. Mais la quasi totalité de ces hélicoptères est clouée au sol. A cet égard la République tchèque bénéficie du programme « modernisation d'hélicoptères » lancé par la France et le Royaume-Uni en mai 2008, initiative commune à l'UE et l'OTAN. Ce projet a deux volets, les hommes (perfectionnement de l'entraînement et de l'aptitude des pilotes) et le matériel (rénovation d'hélicoptères et ajout d'équipements nécessaires pour le vol en opération hors d'Europe). Environ 150 hélicoptères devraient ainsi être modernisés et trois hélicoptères tchèques ont pour l'instant bénéficié du programme. Si la stratégie tchèque devait s'avérer payante, après une décennie de modernisation bénéficiant à la BITD tchèque, le pays pourrait avoir son mot à dire sur la future organisation de l'offre d'hélicoptères en Europe. De plus, les industriels tchèques estiment³³ pouvoir apporter des capacités de niche pour des coopérations européennes ou transatlantiques dans des domaines divers et variées comme les blindés moyens de transports troupes (l'entreprise Tatra ayant été sauvée de la faillite par un contrat de vente de camions militaires à la société américaine Navistar en septembre 2009), mais également le démantèlement d'explosifs et de munitions,

³³ Informations recueillies lors d'un entretien avec Richard Hlavaty, directeur de l'association des industriels de défense tchèques (AOBP)

les technologies de communication, la sécurité des infrastructures, la cryptologie ou encore la protection et la détection des menaces NRBC³⁴.

Plus généralement, les PME tchèques sont poussées à se spécialiser dans le domaine de la sécurité, secteur considéré comme plus porteur que celui de la défense.

III) Conclusions sur le cas tchèque

- La BITD tchèque, après une décennie 90 assez difficile, a connu une phase de stabilisation au long des années 2000.
- Si le processus de réforme des forces armées est mené à bien, en particulier la transition vers une armée professionnelle moderne capable d'être déployée pour des missions internationales (la République tchèque étant présente au Kosovo et en Afghanistan), l'apport de la BITD nationale à la PeSDC pourrait sans aucun doute être majeur par rapport à celui, somme tout assez modeste, actuel. La qualité des universités tchèques en terme de capacités d'ingénierie, reconnue en Europe et aux États-Unis³⁵, et le faible coût de la main d'œuvre, sont autant d'atouts pour une meilleure implication des industries ouest-européens sur ce marché.
- La politique industrielle tchèque a beaucoup misé sur Aero Vodochody, et garde des compétences en matière d'armes légères ainsi que d'électronique de défense, notamment en matière de systèmes de radar passif. Des capacités existent également dans le domaine de la réparation, en raison de l'importante présence de matériels soviétiques dans les rangs des forces armées, matériels qui doivent être progressivement modernisés.
- La République tchèque a su développer ces dernières années une stratégie visant à développer de nouvelles niches de compétences, notamment au travers des avantages comparatifs existants (licence Mil, main d'œuvre qualifiée). Pour que le processus de réforme de la BITD nationale soit complet, un élément essentiel fait aujourd'hui défaut : les capacités financières.
- Une véritable inquiétude est perceptible quant aux conséquences de l'adoption du paquet défense, notamment par rapport à la Directive sur les marchés de défense et de sécurité³⁶, censée être transposée par les États membres à l'horizon 2011.

³⁴ Nucléaires, Radiologiques, Bactériologiques, Chimiques.

³⁵ Les Etats-Unis financent des projets de recherche de l'Université technologique de Prague.

³⁶ Directive 2009/81/EC relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans le domaine de la défense et de la sécurité.

- Plus généralement, si la stratégie tchèque développée actuellement était couronnée de succès, ce pays pourrait apporter un certain nombre de compétences dans au moins deux domaines :
 - la réparation et la modernisation d'hélicoptères ;
 - la création de cellules pour ces mêmes appareils ainsi que pour l'aéronautique légère.

Dans d'autres domaines, les industriels tchèques estiment pouvoir jouer un rôle dans des programmes en coopération (menaces NRBC, blindés légers, sécurité des infrastructures etc.). L'AOBP, syndicat regroupant les industries de défense tchèques, incite ses affiliés à investir sur les domaines compris dans le continuum entre défense et sécurité.

- La diplomatie française devrait se fixer comme objectif de rapprocher ce pays des positions françaises en ce qui concerne l'évolution de la PeSDC ainsi que de l'OTAN, et plus en général pour pouvoir rattraper un retard d'influence par rapport à d'autres puissances (Royaume-Uni et Etats-Unis en particulier). Cet effort peut porter en particulier sur le domaine de la formation, domaine où le Royaume-Uni et les Etats-Unis excellent grâce à une importante offre de bourses d'études.

Chapitre 2 : La Hongrie

I) Eléments de contexte : la situation politique et économique en Hongrie

1. La situation politique

Les 11 et 25 avril 2010 ont eu lieu en Hongrie des élections législatives, marquées par un succès historique du Parti Fidesz-KDNP (droite conservatrice, alliance entre le parti Fidesz et les Chrétiens-démocrates) mené par Viktor Orban. Le Fidesz-KDNP a remporté, lors de ce scrutin, 263 sièges sur les 386 que compte la chambre des députés hongroise. Ainsi, l'équipe gouvernementale de M. Orban est assurée d'un soutien qui dépasse la barre de 258 députés, soit les deux tiers du total, seuil nécessaire pour procéder à des réformes constitutionnelles (la constitution actuelle se base sur la constitution stalinienne – loi XX/1949 – modifiée pendant le processus de transition en 1989/1990). De fait, la Hongrie pourrait connaître, dans les mois et années à venir, un changement drastique de sa constitution, de son organisation étatique, ainsi que de son tissu économique.

Ce succès a atteint de telles proportions grâce à l'impopularité de la coalition qui dirigeait le pays depuis 2002, formée par l'Alliance des Démocrates Libres (SzDSz) et surtout par le Parti Socialiste Hongrois (MSZP). L'alliance entre ces deux partis a abouti à la formation de plusieurs gouvernements guidés par Péter Medgyessy entre 2002 et 2004, puis par F. Gyurcsány entre 2004 et 2009. En 2006, suite à une crise interne au Parti socialiste hongrois, des élections législatives ont été convoquées. M. Gyurcsány avait alors connu un succès personnel au cours de cette campagne électorale, permettant à sa coalition d'être la première à être reconduite au pouvoir par les Hongrois depuis la chute du communisme. Mais ce répit fut de courte durée. Le 17 septembre 2006, la Radio Publique Hongroise retransmettait des propos peu flatteurs de M. Gyurcsány, censés rester confidentiels³⁷. Ces propos, tenus lors d'une réunion du Parti socialiste, ont engendré de violentes manifestations pour réclamer la démission du gouvernement, démission qui s'est faite attendre jusqu'au 21 mars 2009, date à laquelle les effets de la crise

³⁷ « Nous avons merdé (...). Personne en Europe n'a fait de pareilles conneries, sauf nous (...). Il est évident que nous avons menti tout au long des derniers dix-huit mois ... Nous avons tout fait pour garder secret en fin de campagne électorale ce dont le pays a vraiment besoin, ce que nous comptions faire après la victoire électorale : nous le savions tous, après la victoire, il faut se mettre au travail, car nous n'avons jamais eu de problème de cette envergure. » http://www.lexpress.fr/actualite/monde/gyurcsany-refuse-de-ceder_460221.html

financière et économique étaient devenus insoutenables pour la Hongrie. Un gouvernement transitoire a été mis en place, dirigé par Gordon Bajnai, ancien ministre du développement territorial et des communautés. M. Bajnai s'était alors engagé à ne pas se présenter aux élections prévues en 2010 et à effectuer les réformes économiques demandées par le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Union européenne.

Victor Orban, leader du parti d'opposition Fidesz, avait déjà été Premier ministre entre 1998 et 2002 et avait connu quelques difficultés dans ses relations avec les capitales européennes ainsi que avec Washington, suite à des propos controversés et à une politique nationaliste. Son parti a en effet bâti son programme sur des traits nationalistes assez marqués. Alors que le Parti socialiste de M. Gyurcsány s'était présenté depuis 2004 comme un parti moderne, « occidental », prêt à ouvrir les portes du marché hongrois aux investissements étrangers et soucieux de coopérer avec les organisations internationales, l'arrivée au pouvoir du Fidesz pourrait annoncer un repli nationaliste de la Hongrie.

En effet, l'éclatement de plusieurs affaires de corruption, ainsi que la crise économique et financière (la Hongrie a été sauvée de la faillite en 2008 par un prêt d'urgence octroyé par le FMI et l'Union européenne), ont obligé le gouvernement socialiste à mener une politique de rigueur, qui, associée aux scandales, a contribué à rendre ses responsables assez impopulaires.

M. Orban et le Fidesz promettent de mettre un terme à la vente d'entreprises nationales aux multinationales étrangères, ainsi qu'au processus de privatisation tous azimuts mené par les socialistes, qui a également concerné l'éducation nationale, la santé, la gestion de l'eau et les fournisseurs énergétiques ainsi que les chemins de fer nationaux³⁸.

Ainsi, lors de sa première allocution en tant que Premier ministre chargé de former la nouvelle équipe gouvernementale, M. Orban a voulu souligner que la Hongrie coopérerait avec l'UE et le FMI sans pour autant accepter aveuglément leurs préconisations³⁹.

Ce type de prise de position répond également à la montée en puissance de celui qui est désormais le troisième parti hongrois, le parti anti-européen Jobbik. Ce parti s'est constitué depuis 2007 autour de la *Garde hongroise (Magyar Garda)*, une organisation en principe interdite qui agit comme un service de sécurité privé dans certaines régions, sans aucun contrôle de la part du ministère de l'Intérieur et ou de la police nationale. Le Jobbik a été crédité aux dernières élections de 16,7% des voix ; 47 députés ont ainsi été élus.

³⁸ Voir à ce sujet l'article paru sur le quotidien Le Monde le 26 avril 2010, « Hongrie : une victoire historique de la droite », disponible à l'adresse http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/04/26/hongrie-victoire-historique-de-la-droite-aux-elections_1342539_3214.html

³⁹ http://www.lexpress.fr/actualites/1/la-hongrie-d-orban-restera-sous-la-surveillance-du-fmi-et-de-l-ue_887497.html

Par conséquent, nous pouvons observer la présence d'une vague de droite nationaliste en Hongrie. Ce phénomène s'explique par l'ampleur de la corruption du gouvernement socialiste qui a précédé le Fidesz ainsi que par une situation économique difficile.

Cependant, parler d'une Hongrie en passe de prendre un virage anti-européen paraît excessif en l'état actuel des choses. Le gouvernement venant d'être constitué à la date de rédaction de ce rapport, il paraît prématuré de tirer toute conséquence hâtive du scrutin d'avril 2010. Ce qui est certain c'est que le Fidesz et M. Orban disposeront d'une marge de manœuvre assez étroite pour respecter leurs propositions de campagne tout en continuant le nécessaire chemin d'assainissement des finances publiques nationales. En effet, des promesses de baisse d'impôts et de création d'un million d'emplois ont été formulées au cours des élections par le parti pour relancer la croissance et l'emploi alors que sa marge de manœuvre est presque nulle. L'Etat hongrois a été sauvé de la faillite par le FMI et l'UE fin 2008 grâce à un prêt⁴⁰ d'urgence de plus de 20 milliards d'euros qui est conditionné à une série de réformes draconiennes des finances publiques du pays.

Il va de soi que dans cette situation difficile qui a caractérisé la dernière décennie, les politiques de défense et de soutien de la base industrielle de défense du pays ont été largement négligées.

2. La situation économique

Le PIB hongrois représente une centaine de milliards d'euros (101.1 milliards en 2008) et s'est contracté de 6,3% en 2009, tandis que le taux de chômage atteignait 10,7%, un record depuis 1994. A titre de comparaison, le PIB hongrois équivaut au tiers du PIB grec, tandis que le taux de chômage dépasse la moyenne européenne (9.6% dans l'UE 27 en moyenne)⁴¹.

L'économie hongroise était caractérisée au début de la décennie 2000 par un processus de privatisation bien engagé et une ouverture importante aux investissements étrangers⁴². Grâce à l'assouplissement de l'économie planifiée obtenu suite aux événements de 1956, la Hongrie était en quelque sorte le pays culturellement le plus prêt, parmi ceux d'Europe centrale et orientale, à la transition vers une économie de marché. Ainsi la Hongrie apparaissait, au moment de l'adhésion à l'Union européenne, comme un bon élève parmi les pays d'Europe centrale et

⁴⁰ Le FMI, l'UE et la Banque mondiale se sont accordés, en novembre 2008, sur l'octroi de 25,1 milliards de dollars en faveur de la Hongrie, dans le cadre du plan de relance. Il s'agit du plus important prêt accordé à une économie de marché émergente depuis le début de la crise mondiale.

⁴¹ Les chiffres portant sur le chômage proviennent d'un rapport Eurostat de janvier 2010 : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-29012010-AP/FR/3-29012010-AP-FR.PDF

⁴² Entre 1990 et 2008, la Hongrie a attiré 70 milliards d'euros de flux cumulés d'investissements étrangers.

orientale. Mais par la suite la persistance de déséquilibres macroéconomiques majeurs a nui à cette image : épargne insuffisante, déficit excessif, corruption de l'appareil étatique, taux d'inflation élevé. Ces éléments ont commencé à être corrigés en 2006, mais au prix d'une croissance fortement ralentie. Au moment de la crise financière et économique mondiale, la Hongrie était donc d'ores et déjà fragilisée.

En septembre 2006, un déficit de la balance courante de 6,5% et un déficit public de 9,2% ont conduit à l'adoption d'un plan de convergence pour rétablir l'équilibre des finances publiques à travers la réduction des dépenses publiques et la hausse des recettes. Ainsi, le déficit public fut ramené à 5,5% en 2007 et 3,4% en 2008, au prix d'une chute dramatique de la consommation des ménages et du taux de croissance du PIB (1,1% en 2007, 0,6% en 2008).

A partir du 4ème trimestre 2008, sous le coup du choc de la faillite de Lehman Brothers, les économies européennes entrent en récession. En ce qui concerne la Hongrie, la crise s'est soldée par un repli du PIB de 6.3% pour l'année 2009, une situation difficile pour l'état des finances publiques ainsi que pour le pouvoir d'achat des ménages. La récession aura au moins permis de maîtriser l'inflation, qui constitue un grave déséquilibre macro-économique du pays depuis le début des années 2000.

En février 2008, la Banque centrale hongroise a abandonné le régime des bandes de fluctuation pour laisser flotter librement la monnaie nationale, le forint. L'inflation, qui avait atteint 8% en 2007, a été contenue à 6,1% en 2008. Elle devrait être ramenée à moins de 3% en 2010, et ce malgré la dévaluation du forint qui a perdu 29% de sa valeur depuis août 2008 à la date de rédaction de ce rapport.

Pour résumer, la situation économique de la Hongrie reste assez difficile. Elle a en effet connu des difficultés semblables à celles vécues aujourd'hui par la Grèce, la médiatisation différente de ces deux situations étant attenante à la non-participation de la Hongrie à la zone Euro. Quoiqu'il en soit le nouveau gouvernement dispose d'une marge de manœuvre assez étroite. Tous les fondamentaux économiques du pays sont négatifs, le nouveau gouvernement ne pourra faire l'impasse d'une nouvelle cure de rigueur. De plus, quelques jours après l'investiture du nouveau gouvernement, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, Mihaly Varga, a affirmé qu'il y avait peu de chances que la Hongrie échappe à une crise budgétaire similaire à celle de la Grèce, laissant entendre que le déficit budgétaire atteindrait les 7,5%, au lieu des 3,8% annoncés. Ces déclarations ont effrayé les marchés boursiers, et contribué à l'affaiblissement de l'Euro, malgré la non participation de la Hongrie à la monnaie unique européenne. Le gouvernement hongrois s'est employé à rassurer les marchés suite aux déclarations de Mihaly Varga. Le doute sur la

finalité de ces déclarations persiste (n'étaient-elles pas volontairement fausses ?). En effet, comment un pays surveillé de près depuis deux ans par l'Union européenne et le FMI aurait-il pu truquer ses comptes ? Ne s'agit-il pas là d'une tentative de provoquer une situation de crise permettant à M. Orban de revenir sur ses promesses ? Toujours est-il que depuis ces malheureuses déclarations, la monnaie nationale, le forint, s'est effondrée. Dans un pays avec un taux d'emploi parmi les plus bas au sein de l'Union européenne (53% de la population seulement dispose d'un travail), un marché du travail fragilisé par une fiscalité élevée (les cotisations sur les salaires atteignent 55%, la TVA est à 25%)⁴³, les réformes à mener semblent d'envergure. Cependant, le pays est dans un état moins alarmant que ce que laissent transparaître les statistiques officielles. L'économie informelle représenterait 25% du PIB du pays, avec un phénomène de corruption qui serait très prégnant. Ainsi si le gouvernement Orban s'attachait à réduire ces deux phénomènes, une forte augmentation du taux de population active couplée à des rentrées fiscales significatives pourrait soulager la situation difficile dans laquelle se trouve actuellement le pays.

3. La politique étrangère de la Hongrie

Si l'on se réfère à la période post guerre froide, la Hongrie semble être le pays d'Europe centrale et orientale ayant le rapport le plus détendu avec son passé communiste. L'adhésion à l'OTAN en 1999 a rassuré l'opinion publique sur la pérennisation de la sécurité de l'Etat. Aujourd'hui, les débats sur la politique étrangère de l'Etat se polarisent surtout sur la question des minorités hongroises vivant à l'étranger (dans la région serbe de Vojvodine notamment) et sur les enjeux liés à la pérennisation des approvisionnements en gaz grâce à la mise en place par l'UE d'une « stratégie pour le Danube ». La Hongrie semble donc s'inquiéter davantage de l'état de ses relations avec la Slovaquie et la Serbie, qui abritent des minorités hongroises, plutôt que de celles avec la Russie, les Etats-Unis ou l'Union européenne, même si ces dernières restent bien entendu assez importantes dans la formulation de la politique étrangère nationale.

En ce qui concerne la Russie, Victor Orban est un ancien dissident communiste qui a eu par le passé des relations compliquées avec Moscou. Il semble pourtant avoir opéré un virage majeur en faveur d'un rapprochement entre les deux pays, déjà entamé par le gouvernement socialiste.

⁴³Informations recueillies lors d'un entretien avec Mme Cécile Tardieu Smith, chef de la mission économique de l'Ambassade de France en Hongrie.

La Hongrie participe au projet de gazoduc « South Stream », piloté par les entreprises russes Gazprom et italienne ENI (avec la participation de l'entreprise française EDF). Même si le pays soutient plus activement le projet « Nabucco » de l'Union européenne, ce qui lui permettrait de réduire sa dépendance en gaz vis-à-vis de la Russie, la participation à « South Stream » est vue à Budapest comme essentielle pour assurer la sécurité des approvisionnements. Ainsi, le prisme de lecture des relations russo-hongroises est essentiellement celui de la dépendance énergétique, 85% du gaz hongrois provenant directement d'importations russes.

En ce qui concerne les Etats-Unis, si une réaction de relative méfiance a toujours existé à Budapest au sein de l'opinion publique, les élites du pays accordent à la relation avec Washington une importance particulière pour assurer la sécurité de l'Etat hongrois via l'article 5 du Traité de l'Atlantique du Nord. Cependant, en 2001, la Hongrie avait préféré s'équiper de chasseurs suédois Gripen, en raison d'un coût moindre, et de négliger les pressions du gouvernement américain pour un choix en faveur des F-16, et ce au moment même où la Pologne optait pour le chasseur fabriqué par Lockheed Martin.

Alors que la Hongrie avait soutenu l'invasion américaine en Irak en 2003 en signant la « Lettre des huit », une lettre de soutien à la politique irakienne de l'administration de George W. Bush, et en déployant 300 soldats au sud de l'Irak, dans la région de Al-Hillah, cet appui avait été fortement critiqué par l'opinion publique. Dès décembre 2004, le Parlement s'était exprimé contre le renouvellement de la mission des forces armées hongroises, qui avaient ainsi été contraintes de se retirer. En effet, le gouvernement hongrois avait à l'origine annoncé un engagement de court terme ne devant durer que quelques mois à peine⁴⁴. Suite à des pressions de la part du gouvernement américain, il s'était résolu à essayer de prolonger le mandat des forces armées hongroises en Irak et a essuyé un revers au Parlement national.

Le Premier ministre hongrois de l'époque, Peter Medgyessy, avait déclaré peu après avoir signé la *Lettre des huit* « être tombé dans le piège » en essayant de préserver un pragmatisme euro-atlantique difficilement tenable vis-à-vis de son opinion publique⁴⁵.

En ce qui concerne les relations avec l'Union européenne, l'attention du nouveau gouvernement devrait se concentrer sur le semestre de présidence hongroise de l'Union (premier semestre

⁴⁴ <http://www.ehess.fr/cirpes/ds/ds71/hongrie.html>

⁴⁵ Plus en détail, le Premier ministre hongrois avait affirmé, lors d'une interview accordée à Libération, « Si je n'avais pas signé cette fameuse Lettre, on m'aurait reproché de refuser la solidarité transatlantique. » « Autrement dit, cette Lettre était un piège ? », lui demande alors le journaliste. Réponse : « Exactement. » (*Libération*, 19 février 2003)

2011). Le programme de la présidence tripartite (Espagne, Belgique, Hongrie) a été adopté avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et donc avant la nomination d'un Président du Conseil de l'UE en la personne d'Herman Van Rompuy. Il prévoyait de développer une Stratégie de Budapest devant succéder à la Stratégie de Lisbonne de 2000, de promouvoir un rééquilibrage de la Politique Agricole Commune (PAC) en faveur des pays de l'Est, d'œuvrer à la continuation du processus d'élargissement de l'Union aux Balkans occidentaux et à l'approfondissement des relations avec l'Ukraine, et surtout de mettre en place une stratégie danubienne pour la sécurité des approvisionnements énergétiques des pays d'Europe centrale et orientale.

Concernant le rapport de l'opinion publique à l'Union européenne, il ne faut pas sous-estimer la déception profonde de celle-ci vis-à-vis du projet d'intégration continentale. La Hongrie, qui était considérée encore au début des années 2000 comme le pays ayant le mieux réussi le processus de rapprochement avec l'UE et l'OTAN, vivent actuellement une profonde déception vis-à-vis du manque d'assistance reçu par l'Union européenne lors de la crise budgétaire de 2008. Le fait que l'intervention européenne ait été coordonnée avec le FMI, qui a imposé une stricte conditionnalité, a été vécu à Budapest comme une humiliation et un manque de solidarité de la part des pays d'Europe occidentale, accusés également d'une certaine forme de rejet et de discrimination à l'encontre des pays d'Europe de l'est⁴⁶.

Ainsi, la politique de défense ne semble pas être étroitement associée au débat public. Une carence qui s'explique par la dégradation croissante depuis 1989 de la BITD nationale ainsi que des forces armées, un phénomène bien plus marqué par rapport aux autres pays de la région.

4. La politique de défense hongroise

La Stratégie de sécurité hongroise, telle qu'elle avait été exposée par le gouvernement Gyurcsány en 2006, est une stratégie assez classique et semblable à celles des pays de la région, du moins d'un point de vue déclamatoire. Ainsi, le gouvernement Gyurcsány avait déclaré vouloir s'attacher à la réforme des forces armées afin de les préparer à la lutte contre les nouvelles menaces, mais surtout pour leur permettre d'agir au sein d'opérations internationales avec les armées des pays partenaires de l'OTAN et de l'Union européenne. Le gouvernement socialiste

⁴⁶ En Hongrie, un passage de la campagne électorale pour les élections législatives britanniques a fait scandale. Lors de l'accrochage entre Gordon Brown et une ancienne électrice travailliste, qui avait fait la Une de la presse européenne en raison de la réaction de l'ancien Premier ministre britannique (qui avait défini l'électrice comme une « *bigot* », soit une fanatique), l'opinion publique hongroise a plutôt retenu les propos de la dame qui contestait M. Brown. Celle-ci lui reprochait notamment l'entrée au Royaume-Uni de trop d'immigrés d'Europe de l'est. Cet incident, qui peut paraître anecdotique, a déclenché un vif débat à Budapest.

souhaitait ainsi disposer d'au moins 1000 hommes prêts à être déployés dans des missions de sécurité collective, faciliter les échanges entre les services de renseignements nationaux et ceux des pays alliés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et développer des capacités militaires de niche, pour pouvoir contribuer de façon plus active à l'Alliance atlantique.

Etaient cités comme exemple la capacité à développer l'installation d'un système de radar 3D pour la surveillance de l'espace aérien et le déploiement de chasseurs Gripen pour y participer au-delà des frontières hongroises. La modernisation de l'ensemble des outils de communication et de transport était également évoquée pour permettre une meilleure mobilité. Enfin, les blindés de transport de troupes de l'armée de terre devaient être modernisés.

Ce programme a été fortement compromis par les soubresauts politiques qui ont agité le pays depuis 2006.

Cependant, la Hongrie a continué à participer à des missions de maintien de la paix, et même si sa participation a souvent une valeur plutôt symbolique qu'effective, le ratio de soldats déployés par rapport aux effectifs de ses forces armées est non négligeable. Elle est aujourd'hui sur de nombreux théâtres d'opérations avec au total un millier d'hommes (soldats, policiers ou observateurs):

<i>Pays d'intervention</i>	<i>Cadre international d'action/Mission</i>	<i>Personnels hongrois (sur le total de la mission)</i>
AFGHANISTAN	UE/ EUPOL Afghanistan	7 policiers (sur 229)
	OTAN/ISAF	335 militaires (sur 102554)
BOSNIE-HERZEGOVINE	UE/EUFOR–Althea	160 militaires (sur 1953)
	UE/Mission de police (MPUE)	3 policiers (sur 100)
	OSCE/OSCEBIH Mission d'observation	2 observateurs (sur 75)
CHYPRE	Nations Unies/UNFICYP	84 militaires (sur 930)
CONGO RDC	UE/EUSEC Assistance et Conseil	2 civils (sur 43)
EGYPTE	FMO (Force multinationale et observateurs)	36 militaires et 2 observateurs (sur 1662)
GEORGIE	UE/MSUE	6 observateurs militaires
KOSOVO	OTAN/KFOR	241 militaires (sur 9903)
	UE/EULEX	53 policiers (sur 1405)
	OSCE/OMIK :- OSCE	2 observateurs (sur 172)
LIBAN	UN/FINUL	4 militaires (sur 11506)
MAROC	UN/MINURSO	7 observateurs militaires (sur 234)

La Hongrie vient par ailleurs de promettre le déploiement de 4 formateurs pour la mission EUTRA de l'Union européenne pour contribuer à la formation du personnel militaire en Somalie. Concernant l'Afghanistan, alors que la Hongrie avait joué un rôle mineur jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, elle a décidé d'accéder à sa demande d'augmentation des effectifs en portant son contingent de 130 à 330 soldats. Cet engagement pour l'envoi de 200 soldats supplémentaires prévu fin 2011 est toutefois remis en cause du fait de l'arrivée du nouveau gouvernement, dont les principaux acteurs avaient laissé entendre lors de la campagne électorale qu'ils réfléchissaient à l'hypothèse d'un retrait complet des troupes hongroises.

Pourtant la Hongrie a récemment renforcé sa visibilité et son rôle sur le théâtre afghan. En octobre 2009, elle a pris en charge la gestion de l'Aéroport international de Kaboul (KAIA), ainsi que la province de Baghlan. Dans cette région, un contingent civilo-militaire hongrois (équipe de reconstruction provinciale, PRT) est basé à Pul-e-Khumri pour aider à renforcer la sécurité et la reconstruction de cette province du nord est du pays.

Ce déploiement a été en partie rendu possible par le processus de réforme d'un bataillon spécial de l'armée hongroise, le 34^e bataillon Bercsényi László. Cette unité a bénéficié d'un accord de coopération hongro-américain portant sur la formation des soldats et des équipements. Ces militaires ont été formés par l'US Army pour des missions combinées terre-air de parachutisme et de plongée. Ce même bataillon a été envoyé dans la province de Baghlan en mars 2009. De plus, la base aérienne de Papa en Hongrie est devenue la plate-forme centrale de transit de la capacité de Transport Aérien Stratégique (SAC) de la mission OTAN en Afghanistan *International Security Assistance Force* (ISAF). Son unité de transport lourd (*Heavy Airlift Wing*, HAW), constitué par trois appareils C-17, a été rattachée à la base aérienne de Papa depuis juillet 2009. Les vols au départ de cette base permettent la livraison de matériel à Mazar-i-Charif pour approvisionner les troupes suédoises qui opèrent dans cette région.

L'aide américaine serait conditionnée à l'achat, en contrepartie d'équipements militaires produits par des entreprises américaines, ainsi que des contrats de Maintien en Condition Opérationnelle (MCO), ce qui accroît la dépendance des forces armées hongroise vis-à-vis de son homologue américain⁴⁷.

⁴⁷ Ces informations ont été recueillies lors d'un entretien avec le Lieutenant Colonel Alexis Merdaci, attaché de défense, ambassade de France à Budapest.

II) La BITD hongroise

1. Présentation générale

Dans le schéma de division du travail du Pacte de Varsovie, la Hongrie avait un rôle moindre que celui de la République tchèque ou de la Pologne. Son industrie d'armement était essentiellement vouée à la fabrication d'armes légères, de véhicules tous terrains, de chars de combat ainsi qu'à la fabrication de radios tactiques et de systèmes de reconnaissance. En effet, les traités de paix conclus après la fin de la Deuxième guerre mondiale interdisaient à la Hongrie la production d'équipements de guerre⁴⁸. Ici aussi, la fin de la guerre froide a provoqué une importante réduction des effectifs travaillant au sein de la BITD nationale. Seules 1 500 personnes travaillent actuellement au sein de la BITD nationale, contre un pic maximal de 30 000 employés (18 000 personnes travaillant directement au sein de la BITD, 12 000 dans des entreprises associées du temps de la guerre froide⁴⁹, repartis dans plus de 40 entreprises. Avec un chiffre d'affaires de 20 milliards de forints (équivalent aujourd'hui à 71 millions d'Euros), dont 76% destiné à l'exportation, la BITD hongroise, sans jouer un rôle majeur, avait tout de même un rôle au sein du Pacte de Varsovie⁵⁰. Parmi les exportations, si 60% était destiné aux pays du Pacte de Varsovie, la Hongrie gardait des relations privilégiées avec des pays comme l'Inde ou l'Egypte.

Ce pic avait été atteint en 1988. A partir de 1989, l'industrie de défense nationale connaît un effacement soudain. Entre 1989 et 1991, la production chute de 60%. En début d'année 1992, le gouvernement déclare que la production militaire est totalement arrêtée dans le pays, avec la perte de 15 000 à 20 000 emplois⁵¹. A partir de ce moment, le gouvernement met en place un Bureau de l'Industrie Militaire chargé d'attirer des investissements étrangers pour sauver la BITD nationale, de coordonner la R&D et d'effectuer des analyses de marché. Ce bureau se révèle assez rapidement totalement inadapté à la gravité de la situation : il est dissout dès le mois de juillet 1993 et ses fonctions sont transférées au ministère de l'Industrie et du Commerce. Au

⁴⁸ Information recueillie lors d'un entretien avec le Dr. Sándor Szabó, Director general, Ministry for National Development and Economy. Cette interdiction frapperait plus en détail les "main equipment", ce qui aurait laissé à la Hongrie la seule possibilité de se spécialiser dans les armes légères et dans les composants.

⁴⁹ «EU enlargement and its consequences for Europe's defence industries and markets», Paper 40, Bonn International Center for Conversion (BICC) Bonn, 2005, page 18

⁵⁰ Ces chiffres ont été recueillis lors d'un entretien avec M. Kovacs, Président de l'association des industriels hongrois.

⁵¹ Ces chiffres sont disponibles dans le rapport "Defence Production and R&D" du Janes Sentinel Balkans Report, janvier 2010.

même moment, le ministère de la Défense regroupe les entreprises étatiques agissant dans le domaine de l'armement en quatre pôles censés travailler dans la modernisation et la réparation d'équipements militaires. Ces pôles comptent entre 150 et 400 salariés, et n'ont, encore aujourd'hui, jamais atteint le seuil de rentabilité qui permettrait leur privatisation.

En 1987, la production militaire hongroise représentait 1,5% du PIB national. Alors qu'à cette époque 85% de la production était destinée à l'exportation (dont 60% vers l'Union soviétique), aujourd'hui la présence hongroise sur les marchés export est inexistante, la dernière « exportation » datant de 2005 et consistant en la cession à titre gratuit de chars T-72 à l'Irak. Le seul succès considérable à l'exportation dans les années 90 remonte à 1996, lorsque Danubian Aircraft avait réussi à vendre des composantes d'hélicoptères Mil à la Turquie en battant la concurrence israélienne et russe⁵².

Aujourd'hui, la Hongrie essaie de revendre 13 Mig-29 déjà retirés du service, ainsi que 7 avions d'entraînement L-39, assemblés ou en pièces détachées, pour financer en partie son budget d'équipement. La situation est donc difficile.

2. Des années 2000 à aujourd'hui

Selon une estimation du ministère de l'Economie nationale, la valeur de la production des équipements de défense hongrois s'élevait à 40 millions de dollars en 2000 contre 400 dix ans plus tôt. La mauvaise gestion des entreprises ayant survécu à la décennie 90, leur carnet de commandes inexistant et leur retard technologique évident par rapport aux entreprises d'Europe de l'Ouest, les rendaient de toute manière « invendables ».

Pendant la guerre froide, la Hongrie avait développé des capacités industrielles dans le domaine électronique, des télécommunications, des véhicules blindés et des armes légères. La fin de la guerre froide et l'effondrement conséquent de la production nationale ont laissé une seule niche existante, celle des télécommunications, qui représentent aujourd'hui 80% de la production.

Les seules entreprises ayant survécu à deux décennies de carence de politique industrielle sont celles ayant profité de l'adhésion à l'OTAN, comme la compagnie Arzenal (*HM Arzenál Zrt.*), qui a travaillé au programme Mistral de MBDA et a bénéficié d'un quota de 100 millions de dollars sur l'achat de 200 systèmes de la part du ministère de la Défense hongrois.

⁵² Ces informations ont été recueillies lors d'un entretien avec M. Kovacs, Président de l'association des industriels hongrois.

L'OTAN a également directement injecté 200 millions de dollars dans l'industrie hongroise pour permettre l'amélioration des systèmes de communication des forces armées nationales, et l'installation de nouveaux radars et de bases aériennes.

La réduction du budget de défense nationale a complété ce sombre tableau. Les seules ressources consacrées à la R&D aujourd'hui le sont pour des recherches portant sur la transformation de véhicules blindés, ainsi que sur les armes légères.

Le contrat de location / achat de 14 Gripen suédois, décidé en 2001 par le gouvernement hongrois⁵³, a constitué une bouffée d'oxygène grâce aux offsets octroyés dans ce cadre. En 2008, 800 millions d'euros ont été réinvestis en Hongrie comme offsets. Cependant, alors que ce montant devait favoriser la renaissance d'une entreprise aéronautique hongroise (Danubian Aircraft Company, seule entreprise totalement privatisée, et étant au bord de la faillite) il a été au final divisé dans une multitude de projets portant sur le domaine de l'électronique, de l'*Information Technology*, des biotechnologies, jusqu'aux secteurs automobiles et à la vitrerie. Une déperdition qui n'a fait qu'accentuer les difficultés de la BITD hongroise. De même, le montant de ces offsets fait débat à Budapest, la totalité des interlocuteurs rencontrés lors de la mission d'étude en Hongrie indiquant que ces investissements auraient en réalité précédé la commande du gouvernement hongrois de Gripen. L'entreprise Saab et le gouvernement suédois présenteraient comme offset des investissements qui avaient déjà eu lieu, et aurait proposé le Gripen comme une contre-partie pour pérenniser ceux ci.

3. Budget de la défense et perspectives d'évolution

La Hongrie dispose d'un budget de défense limité. Seuls 2,22 milliards d'euros⁵⁴ sont consacrés à l'effort national de défense, soit 1,3% du PIB national. A parité de pouvoir d'achat, le budget est presque inchangé depuis 2002. A cette époque, les dépenses de défense représentaient 2,20 milliards d'euros, soit 1,7% du PIB national. La progression du PIB a été dans la même période

⁵³ Le gouvernement hongrois a signé un contrat de location pour les avions Gripen. Ce contrat était assorti d'une clause, prévoyant un point d'étape à réaliser en 2014. A cette date le gouvernement hongrois peut acheter l'équipement à un prix fixé dans le contrat, poursuivre la location, ou bien abandonner l'équipement. Un abandon pur et simple n'est pas à exclure, le contrat Gripen absorbant 80% du budget d'équipement du ministère de la Défense, et ce depuis la signature du contrat. La Hongrie se dirigerait alors vers un accord bilatéral pour la protection de son espace aérien avec un autre membre de l'Union européenne, sur le modèle de l'accord italo-slovène pour la protection de l'espace aérien de ce dernier pays, assuré par l'aéronautique italienne. Source, Dr. Andras Turke, et Alexis Merdaci, attaché de défense français à Budapest.

⁵⁴ Toutes les chiffres présentés dans ce paragraphe sont contenues dans le Panorama des Budgets de Défense 2002 – 2009 (OTAN), Union européenne, Etats-Unis, Chine, Russie, Inde et Japon, Observatoire Economique de la défense, janvier 2010.

de 25,6%, soit le taux le plus bas parmi les 12 nouveaux entrants (la progression moyenne des pays membres de l'UE étant de 30,9 %).

La Hongrie est donc le pays, parmi ceux d'Europe centrale et orientale, à avoir vécu la situation la plus difficile d'un point de vue économique. La crise économique et financière qui a débuté en 2008, a confirmé la fragilité de cet État, qui a dû bénéficier d'un plan d'aide structurelle du Fonds monétaire international. Force est de constater que dans ce contexte, la défense n'est pas la première priorité du gouvernement. Seule réforme menée à bien, les effectifs des forces armées ont considérablement fondu, passant de 43 600 hommes en 2002, à 23 100 en 2009, alors que ce chiffre s'élevait en 1989 à 155 000 soldats. Après une première réforme en 1997 ayant permis de réduire les effectifs à 60 000 hommes, un nouveau processus a été lancé dans le but de rationaliser les coûts et de moderniser les forces armées. Les effectifs ont donc été ramenés à moins de 20 000 en 2007-2008, avant qu'une reprise des embauches porte le nombre total des forces armées à 23 100 en 2009.

4. La politique industrielle dans le domaine de la défense

Pendant la guerre froide, la Hongrie, insérée dans le tissu industriel des pays faisant partie du Pacte de Varsovie, était assurée d'une importante charge de travail. Même si la Hongrie n'a jamais été un pays producteur d'équipements majeurs, dans la division du travail du Pacte, les entreprises hongroises s'étaient vues confier le maintien en condition opérationnelle des hélicoptères Mil 8 de l'ensemble des pays, soit un total de 500 à 600 machines. La fin de la guerre froide et l'effondrement du système de division du travail ont affecté la BITD hongroise. En effet, la totalité des pays du Pacte, pour essayer de minimiser l'impact social de la fin de la guerre froide et de la baisse des budgets de défense, ont rapatrié les activités de maintenance, en créant ainsi une sorte de concurrence avec les entreprises hongroises qui ont vu leur charge de travail s'effondrer.

A la fin de la guerre froide, l'instabilité des coalitions à la tête du gouvernement hongrois a provoqué une certaine schizophrénie quant à la politique industrielle de restructuration de la BITD nationale. Au lendemain de la guerre froide, alors que la perspective de privatisation globale du tissu industriel national fait consensus au sein des pays d'Europe centrale et orientale, la situation en Hongrie est plus nuancée. Entre 1990 et 1994, la privatisation des entreprises devient en effet un sujet de controverse entre les différents partis politiques, et contribue à retarder le processus. Ainsi, ce n'est qu'en 1994 que la coalition entre le Parti socialiste et le Parti libéral qui est alors au pouvoir affirme vouloir procéder à la privatisation des entreprises de

défense. Cependant, cette privatisation ne concernera que très peu d'entreprises car, d'une part l'état des entreprises n'attire guère les investisseurs, et d'autre part une loi de 1997 identifie des entreprises stratégiques pour l'État, ces mêmes entreprises qui devront donc rester dans le giron étatique. Ainsi Magyar Loszergyarto Kft., FEG et Mechanikai Muvek, restent des compagnies d'État, gérées par l'agence APVR (*State Asset Privatization and Managing company*).

D'autres compagnies sont effectivement privatisées, comme Bakony Muvek, Gamma Muvek, FMV, Danuvia, Mechlabor et Videoton.

Enfin, d'autres sociétés comme Dunai Repulogepgyar Rt. et FMV sont rachetées par leurs propres managers et employés.

La compagnie nationale Currus reste gérée par le Ministère de la défense et focalise son activité sur le maintien en condition opérationnelle des chars de l'armée de terre. En matière d'électronique de défense, une branche du Ministère de la défense développe des produits optroniques (*Electronic Warfare Department*).

Lors de ce processus, les capitaux hongrois sont privilégiés pour garder un contrôle national sur la BITD. Cependant, la faiblesse de la structure capitaliste de l'économie hongroise provoque des difficultés de financement importantes pour ces entreprises, qui auront alors du mal à se développer. Ainsi, alors qu'en 1998 on a le sentiment d'une restructuration accomplie, la faiblesse structurelle de la BITD hongroise reste en réalité perceptible. L'État se trouve contraint d'intervenir. En 1992 déjà, l'État avait effacé les dettes des entreprises de défense (14 entreprises avaient bénéficié d'un effacement de dettes d'un montant de 1,63 million de dollars⁵⁵ contractés avant 1989). En 1993, l'État vole au secours d'HM Radar, en effaçant sa dette de 1 million de dollars. En 1997, suite à la demande du ministère de l'Industrie et du Commerce, une nouvelle annulation de dette est accordée afin d'aider 18 entreprises.

En juin 2000, le Parlement hongrois promet une augmentation de la part du budget consacrée aux investissements, à la fois pour encourager la restructuration des forces armées dans la perspective d'adhésion à l'OTAN, et également pour faciliter la restructuration de la BITD. Les dépenses consacrées aux investissements auraient dû être accrues de 300 % pour arriver à hauteur de 30% du budget de défense. Cependant, les difficultés budgétaires, auxquelles s'ajoutent les crises politiques et économiques qui se sont succédées, ont rendu cet objectif impossible à atteindre.

Le gouvernement s'est alors concentré sur une politique caractéristique d'un pays disposant d'une base industrielle faible, à savoir la recherche de compensations industrielles lors de l'achat de matériaux d'armement. L'exemple le plus abouti de ce type de politique est la décision de

⁵⁵ Taux de change actuel : 1\$ = 210 forints.

louer des avions de chasse Gripen. Fin décembre 2001, 14 appareils sont loués pour une durée de 12 ans pour un montant d'environ 560 millions d'euros. Après négociations, la Suède s'engage en échange à fournir des compensations industrielles de l'ordre de 110% du montant du contrat. Cependant, la dispersion des retours industriels dans plusieurs secteurs économiques a finalement limité les effets bénéfiques de ceux-ci.

En 2006, conscient de la difficulté de la situation, le gouvernement a accepté l'ouverture d'une table de négociation avec les entreprises de la défense, le *Defence Industry Forum*, ce qui permet à l'industrie de défense de faire valoir son point de vue avant les décisions gouvernementales en ce qui concerne le budget de défense ou l'achat d'équipements.

Aujourd'hui la BITD hongroise représenterait un chiffre d'affaires de 25 milliards de forints, soit 90 millions d'euros au taux de change actuel, dont 8% serait destiné à l'exportation⁵⁶.

5. *Conclusions et analyse prospective*

La BITD hongroise est la plus petite parmi celles des pays d'Europe centrale et orientale. Elle est essentiellement constituée de petites et moyennes entreprises, majoritairement détenues par l'Etat. Ces entreprises sont les suivantes :

- HM Arzenal est peut-être la plus importante entreprise de défense hongroise. Elle a bénéficié du contrat Mistral ainsi que de certains offsets liés au contrat Gripen. Elle travaille essentiellement sur le maintien en condition opérationnelle des systèmes de défense aérienne du ministère de la Défense, qui est son principal actionnaire. Ses relations avec MBDA suite à la signature du contrat Mistral seraient houleuses. En effet, Arzenal n'aurait pratiquement jamais fait appel à MBDA dans le cadre du contrat de « follow-on », essayant de réaliser la maintenance seule pour appréhender les technologies du système, avec pour résultat de réduire l'efficacité opérationnelle du système.
- Danubian Aircraft Co a été créée en juillet 1992 à l'occasion du processus de privatisation de l'ensemble des capacités aéronautiques. Il s'agit de la plus importante entreprise de défense hongroise assurant la maintenance, la révision et la modernisation de la flotte hongroise Mi (Mi-2, Mi-8, Mi-17 et Mi-21), avions soviétiques MiG 21 ou encore les avions Aero Vodochody L-39. L'entreprise a été impliquée dans le contrat de leasing d'avions Gripen, en bénéficiant d'offsets. En ce qui concerne la modernisation

⁵⁶ Source : président de l'association des industriels de la défense hongroise.

des hélicoptères Mil, la Hongrie avait accepté de participer à l'initiative franco-britannique de modernisation du matériel existant en Europe. Cependant, après des consultations avec la République Tchèque, ayant déjà bénéficié de ce programme, la Hongrie a décidé de se retirer du programme, en basant sa décision sur le coût avancé par Prague pour l'utilisation et le soutien (qui serait équivalent à 7,2 millions d'euros par an et par machine)⁵⁷.

- Csepel Motor Vehicle Plant et GEPFET Ltd produisent des chars pour l'armée hongroise et des camions militaires. GEPFET travaille notamment sur le nouveau véhicule d'attaque rapide, le Szöcske. Currus Rt travaille au maintien en condition opérationnelle des chars T-72 de l'armée de terre hongroise.
- L'entreprise Raba construit des camions et véhicules militaires.
- Plusieurs firmes sont spécialisées dans les technologies électroniques et d'informatique, dont notamment Aviatronic Ltd, mais également la division Electronic Defence Warfare du ministère de la Défense.
- Enfin, FEG Company est le plus important producteur hongrois d'armes légères, tandis que Nike-Fiocchi, qui opère dans le même secteur, est né de la fusion de l'entreprise hongroise Nitrokemia et l'italien Fiocchi Munizioni. Nike-Fiocchi vient d'être cédée à l'entreprise suisse Ruag.

L'AED estime, dans l'une de ses publications, que la Hongrie a connu un véritable effondrement de sa BITD nationale, le plus important parmi les pays d'Europe centrale et orientale⁵⁸. Le rapport estime que la Hongrie aurait privatisé uniquement les compagnies se trouvant dans une difficulté financière extrême en raison d'un retard technologique important et de la baisse du budget étatique. En quelque sorte, la privatisation était la seule façon de sauver les entreprises, en trouvant des investisseurs étrangers capables d'apporter des technologies et des capitaux. Il s'agirait notamment du cas de Nike-Fiocchi, mais également de la coopération entre Matra et Arzenal développée depuis 1997. Cependant, ces phénomènes sont restés extrêmement limités.

⁵⁷ Source : attaché de défense français à Budapest.

⁵⁸ *European Defence Agency, Study on the innovative and competitive potential of the defence-related supplier base in the EU12*. Cette étude affirme notamment "While the Czech defence industry (separated from the Slovak one in 1993) underwent the least dramatic changes and breakdowns, the Polish, Romanian, and Bulgarian industries went through a painful "hibernation" period until about mid- 1990s, with the Hungarian defence industry suffering the most painful collapse. Several defence production enterprises were eliminated in the process (for example, during the period 1991 to 1997, the number of defence production enterprises in Czech Republic diminished from 58 to 49, in Slovakia from 45 to 38, and in Hungary from about 30 to some 10 companies)." Page 19 du rapport, ou encore, page 20 "With the exception of Hungary and, to some degree the Czech Republic, defence industry of CEE region preserved their traditional technological capacities, developed in previous decades. The difference is the quantitative level of production. Most of the new capacities are linked to those areas where the CEE defence enterprises established a licence-based production"

L'AED estime également que le secteur aéronautique hongrois a pu survivre uniquement grâce aux offsets garantis par la location de Gripen. La fabrication sur licence serait désormais la seule activité possible pour un tissu industriel pauvre en quantité et qualité. La Hongrie, comme d'autres pays d'Europe centrale et orientale, aurait demandé de l'aide à l'AED pour effectuer un recensement de ses capacités industrielles de défense⁵⁹. Des workshops bilatéraux seraient donc en train d'être mis en place. Ce type d'activité montre à quel point la Hongrie a négligé sa BITD à partir de 1989.

Par conséquent, on peut tirer les conclusions suivantes :

- La BITD hongroise est assez fragile, tant par sa taille que par son niveau technologique ;
- D'une manière générale, nous pouvons estimer que la Hongrie dispose de niches capacitaires dans le domaine militaire dans le secteur de la détection des menaces NRBC, dans le déminage, dans la lutte contre les IED (*Improvised Explosif Devices*) grâce essentiellement à l'importation et à l'assemblage de matériel allemand et ou américain. Dans le domaine de la médecine militaire, la Hongrie semble disposer également d'un certain savoir faire, à la fois humain et industriel⁶⁰ ;
- L'arrivée au pouvoir du parti Fidesz, qui semble vouloir limiter les investissements étrangers en Hongrie, d'autant plus dans les secteurs stratégiques, pourrait compliquer ultérieurement la donne ;
- Paradoxalement, la faiblesse de la BITD hongroise pourrait faciliter l'entrée sur le marché national d'acteurs étrangers, la Hongrie ne possédant, de surcroît, aucune législation limitant les investissements étrangers dans le domaine de la défense⁶¹ ;
- Cette entrée sur le marché hongrois pourrait coïncider avec une augmentation nécessaire du budget de la défense nationale, en raison de la vétusté de la totalité des équipements de défense du pays ;
- Cependant, les conditions draconiennes imposées par le FMI et la Commission européenne pour le prêt d'urgence octroyé en 2008 rendent cette option difficilement prévisible.
- Il est par conséquent assez difficile d'imaginer un apport conséquent de la part de la Hongrie au développement d'une BITD européenne.

⁵⁹ Information recueillie lors d'une entretien avec Christian Bréant, Directeur de la Division R&T de l'AED.

⁶⁰ Source : attaché de défense français à Budapest et président de l'association des industriels de la défense hongroise

⁶¹ European Defence Agency, « *The role of State* », mars 2009, consultable sur le site www.eda.europa.eu, p.29

Chapitre 3 : La Pologne

D) Eléments de contexte : la situation économique et politique en Pologne

1. Une économie toujours active malgré la crise : l'exception polonaise en Europe

La Pologne est le seul pays membre de l'Union européenne à avoir conservé un taux de croissance positif au lendemain de la crise financière et économique qui secoue le continent depuis 2008. Le 22 Avril 2010, l'Office National des statistiques annonce une hausse du PIB de 1,8% par rapport à 2009, contre 1,7% attendu. Si la croissance nationale a connu un net ralentissement par rapport aux prévisions du Fonds Monétaire International qui estimait une hausse potentielle de 3,2% en raison de la crise économique, ces chiffres témoignent néanmoins d'une relative bonne santé de l'économie polonaise, ce qui la place comme étant une exception parmi les pays d'Europe centrale et orientale, voire parmi les pays de l'UE. La diversification de l'économie polonaise⁶² et sa faible exposition aux secteurs financier et immobilier, ajoutées à sa faible ouverture internationale, seraient les raisons de la bonne tenue de l'économie polonaise vis-à-vis de la crise internationale.

Malgré la bonne tenue de la croissance, la Pologne connaît, comme ses voisins européens, une forte augmentation de son déficit public, qui a atteint 7,1 % du PIB en 2009⁶³. Le dérapage du déficit public a d'ores et déjà écarté toute possibilité d'abandon, à court terme, de la monnaie nationale, le Zloty, en faveur de l'Euro. De plus, l'agence de notation *Standards and Poors* a dégradé la note qu'elle attribue aux titres de la dette polonaise en août 2009.

2. Politique intérieure

Peu après la fin de la guerre froide, l'opinion publique polonaise a connu une certaine nostalgie de l'environnement de sécurité et de stabilité relative qui régnait sous l'ancien régime. C'est ce qui explique, selon le chercheur Aleksander Smolar⁶⁴, le retour temporaire au pouvoir des sociaux-démocrates, anciens communistes, en 1993-1997 et à partir de 2000, mandat qui

⁶² Le commerce, les transports et les télécoms représentent 27% des recettes du PIB, l'industrie et l'énergie 23% du PIB, contre 20% pour le secteur financier, 17% pour les autres activités de service et 4,5% pour l'agriculture et la pêche.

⁶³ Source : Eurostat.

⁶⁴ Voir son article publié dans la revue Cairn, « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », Aleksander Molak, 2006/3 - n° 118.

s'achève en 2005 avec l'arrivée de la droite conservatrice au pouvoir. A partir de ce moment, les jumeaux Lech et Jaroslaw Kaczynski occupent respectivement les mandats de Président et Premier ministre. Le 10 avril 2010, la mort du Président Lech Kaczynski, membre du Parti Loi et Justice (PiS, droite radicale) a entraîné l'organisation de nouvelles élections présidentielles anticipées. Comme le veut la Constitution polonaise, c'est le Président de la Chambre basse du Parlement, la Diète, qui assure l'intérim.

Les élections présidentielles anticipées :

Bronislaw Komorowski, Président de la Diète, a annoncé la tenue des deux tours des élections présidentielles au 20 juin et 4 juillet 2010, après concertations des partis politiques de la Diète. La campagne électorale pour les présidentielles a été marquée par une émotion certaine, liée au décès brutal et inattendu du Président de la République, M. Lech Kaczynski, ce qui a fini par favoriser son frère jumeau Jaroslaw, candidat à cette élection. Ce dernier a en effet recueilli 46,99% des suffrages, contre 53,01% pour M. Komorowski, candidat du parti au gouvernement PO. Jusqu'à la tragédie du 10 avril 2010, les sondages montraient une nette avance (plus de 60% des intentions de vote) pour M. Komorowski. Celui-ci, lors du deuxième tour le 4 juillet dernier, est parvenu à se faire élire à la présidence de la République, grâce au soutien de deux formations d'opposition, les sociaux-démocrates et le Parti paysan ainsi que du candidat indépendant Andrzej Olechowski, qui chacun pour leur part ont appelé à un report des voix en sa faveur.

Cette victoire de M. Komorowski conforte le projet du Premier ministre actuel, Donald Tusk, visant à modifier la Constitution afin de mettre fin à l'instabilité politique engendrée par le « couple Président/Premier ministre ». D'après le politologue polonais Pawel Swieboda⁶⁵, une telle réforme, si elle est adoptée, attribuera au Premier ministre polonais des pouvoirs équivalents à ceux du Chancelier allemand. Les pouvoirs du Président polonais seraient affaiblis. Celui-ci, en dehors de ses fonctions de représentation, bénéficie jusqu'à présent du droit de veto, droit qu'a exercé de manière très forte Lech Kaczynski pour s'opposer à la ratification du Traité de Lisbonne. D'autre part, l'élection de M. Komorowski conforte le virage « pro-européen » pris par la Pologne suite à l'élection au poste de Premier Ministre de Donald Tusk en octobre 2007. Cependant, le score important de M. Jaroslaw Kaczynski montre que celui reste un adversaire redoutable, et qu'il garde toutes ses chances de s'imposer comme le prochain premier ministre lors des élections législatives de fin 2011, ce qui crée une étroite fenêtre d'opportunité pour approfondir la coopération franco-polonaise.

⁶⁵ <http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/15/01003-20100415ARTFIG00823-les-partis-polonais-preparent-la-presidentielle-.php>

3. Les évolutions récentes en matière de politique étrangère

Le PO de Donald Tusk, arrivé au pouvoir après la victoire aux législatives de 2007, a ouvertement affiché sa volonté de rejoindre la zone euro à l'horizon 2015. De même, l'élection de M. Tusk, personnalité libérale et pro-européenne, a été saluée par les chancelleries occidentales, d'autant plus que sa victoire marquait la fin du règne de Jaroslaw Kaczynski, Premier ministre entre 2006 et 2007, dont le mandat reste marqué de façon notoire par le rejet constant du Traité de Lisbonne, sans compter les nombreuses tensions diplomatiques avec ses voisins européens ainsi qu'avec la Russie.

Donald Tusk a quant à lui, dès le début de son mandat gouvernemental en 2007, travaillé à améliorer les relations avec la Russie, notamment à travers un soutien moins franc que celui de son prédécesseur au projet de bouclier anti-missile de l'administration Bush, persuadé que son retrait améliorerait les relations de voisinage de la Pologne avec la Russie.

a) La Pologne, entre intégration régionale et indépendance au service de ses intérêts stratégiques

Dès novembre 1992, la stratégie de sécurité de la Pologne a inscrit dans ses priorités le rapprochement du pays avec les autorités de défense occidentales, ainsi qu'une amélioration des relations avec ses voisins de l'Est, dans un contexte d'instabilité régionale latente depuis la chute de l'URSS en 1991. Une telle ambition reposait dès l'origine sur l'hostilité de la Pologne envers la nouvelle Russie qui disposait sur le territoire polonais de troupes militaires n'ayant été retirées que très progressivement, à partir de 1993, soit quatre ans après la fin du régime communiste, régime qui a porté au pouvoir la coalition de Solidarnosc. Une telle réaction était essentiellement due au refus de la Pologne de conserver son statut de pays satellite de la Russie. Le projet d'adhésion de la Pologne à l'OTAN répondait initialement à sa méfiance vis à vis des Etats d'Europe Occidentale qui, durant la seconde guerre mondiale, avaient tardé à intervenir lors de l'invasion du pays par l'Allemagne nazie. Adhérer à l'OTAN lui garantissait ainsi une intervention certaine des membres de l'Alliance en cas de conflit, et notamment celle des Etats-Unis.

Avec l'élection de Donald Tusk, le changement d'administration à Washington et la refonte du projet de bouclier anti-missile, un changement fort est à signaler en ce qui concerne l'attitude polonaise vis-à-vis à la fois de l'Alliance Atlantique et de la PeSDC. En effet, alors que jusqu'à 2007 l'intégration européenne était conçue à Varsovie comme devant permettre à la Pologne avant tout la modernisation de son économie et l'intégration dans le plus grand marché du monde, alors que l'Alliance Atlantique, à travers l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, était la base de la sécurité du pays, aujourd'hui la situation est en train d'évoluer de façon considérable. L'administration polonaise estime en effet que les intérêts des Etats-Unis sont de plus en plus éloignés de l'Europe, ce qui pousse les décideurs polonais à s'intéresser de près au développement de la PeSDC, de façon à obtenir une deuxième garantie de sécurité après celle de l'OTAN. C'est dans cette optique qu'il faut lire l'investissement très important du gouvernement polonais dans les travaux de l'AED, ainsi que la décision de mettre la PeSDC en tête des priorités du semestre de présidence polonaise de l'Union qui aura lieu en 2011⁶⁶.

b) Relations avec la Russie

L'officialisation des objectifs d'adhésion de la Pologne n'a, au départ semble-t-il, pas inquiété les autorités russes. Ainsi, dans une déclaration d'août 1993, Boris Eltsine, alors Président de la fédération Russe, estimait que les efforts de la Pologne pour entrer dans l'Alliance atlantique n'étaient pas contraires aux intérêts de la Russie. Cette déclaration faisait suite à l'autorisation d'accès aux archives liées au massacre de Katyn accordée aux historiens polonais. Mais la pression exercée par les élites russes sur Eltsine le poussa par la suite, dans une lettre adressée aux leaders des pays occidentaux, à condamner cette adhésion. Cette réaction constitue le début d'une longue mésentente entre les deux pays, la Russie tendant à exclure la Pologne de ses relations diplomatiques et à assimiler son voisin à un « client de l'Ouest⁶⁷ ». Le veto apposé par la Présidence polonaise lors du Sommet d'Helsinki en novembre 2006 à propos de la renégociation des Accords de Partenariat et de Coopération (ACP) UE-Russie a poussé les autorités russes à modifier leur regard.

En effet, si la Pologne s'est attachée à faire partie intégrante de l'Union européenne par les différents stades d'adhésion jusqu'à 2004, elle n'en conserve pas moins un sens aigu de ses intérêts nationaux. Le veto sur les ACP s'expliquait par l'exigence de garanties par la Pologne en

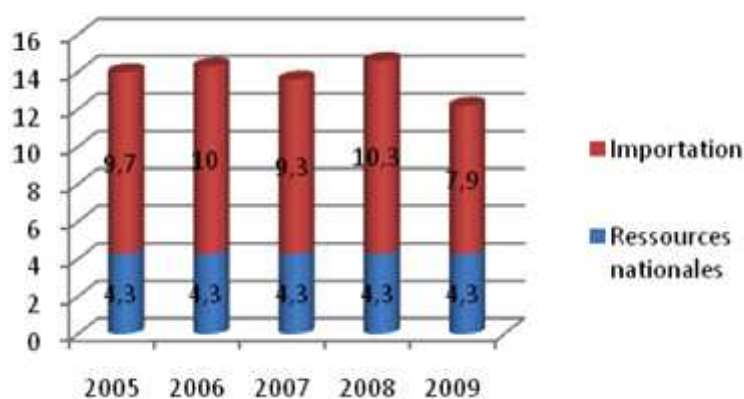
⁶⁶ Ces informations ont été recueillies lors d'un entretien avec l'attaché de défense français à Varsovie, M. Ronald Tilly

⁶⁷ <http://www.diploweb.com/La-politique-de-la-Pologne-envers.html>, La Politique de la Pologne envers la Russie : tentatives et perspectives, article de Sławomir DEBSKI, directeur de l'Institut polonais des Relations Internationales, 1^{er} Mai 2008.

matière d'approvisionnement énergétique russe, alors même que l'Europe est dépendante à 25% de ses besoins en gaz et en pétrole russes. Les inquiétudes polonaises portaient plus précisément sur le gazoduc *North Stream* qui devrait être construit sous la Mer Baltique, et supposé contourner la Pologne et les Pays Baltes. Le Commissaire letton à l'Énergie de l'époque, Andris Piebalgs, insista, lors d'une visite à Moscou le 30 Octobre 2006, sur la nécessité de trouver un juste équilibre dans l'accès au marché de l'énergie russe, redoutant un isolement énergétique des pays d'Europe centrale et orientale.

c) *Le marché énergétique de la Pologne*

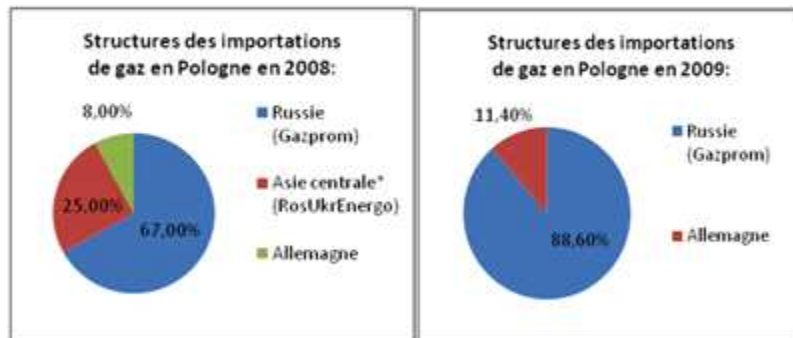
Les besoins polonais en matière de gaz s'élèvent entre 13 et 14 milliards de m³, dont environ la moitié sont couverts par la Russie. Celle-ci pèse par ailleurs pour plus de deux tiers dans les importations nationales. En 2009, la Russie a couvert près de 80% des besoins gaziers polonais⁶⁸, comme l'atteste le graphique suivant :



⁶⁸ http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=989 « Pologne-Russie : de l'eau dans le gaz », Amélie Bonnet, Revue « Regard sur l'Est », 1^{er} Septembre 2009.

Approvisionnement en gaz en Pologne (en milliards de m3)

Source: *Rzeczpospolita*

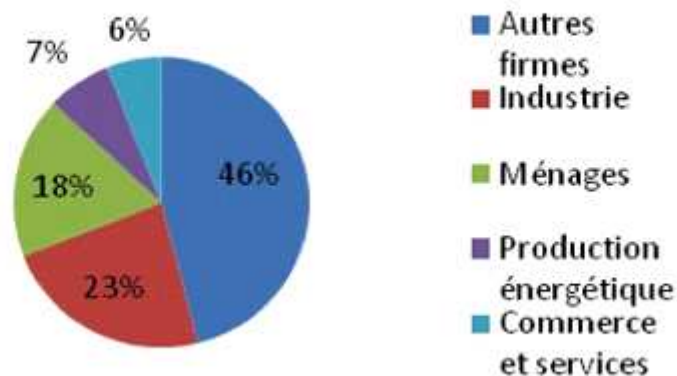


*Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan

Sources: *Rzeczpospolita*, *GazetaPrawna*

Le grand handicap de la Pologne tient à l'absence de raccordement de son réseau gazier avec un producteur autre que la Russie (et notamment avec ses voisins occidentaux comme l'Allemagne ou la République Tchèque, ce qui lui permettrait pourtant de s'alimenter plus rapidement depuis l'Ouest). Aujourd'hui, le gazoduc Yamal Europe exclu, seul un pipeline relie la Pologne à l'Allemagne, dans la région de Zgorzelec, en Basse Silésie, mais sa capacité d'importation se limite à peine à 5% des besoins annuels de la Pologne. Lors du forum économique de Krynica organisé au début septembre 2009, le ministre de l'Economie s'est voulu rassurant en avançant que la dépendance de la Pologne en matière gazière n'était pas aussi conséquente qu'on pourrait le penser, et que la sécurité énergétique du pays était assurée. Selon lui, 60% des besoins énergétiques polonais sont assurés par le charbon, 20% par le pétrole, et 12% seulement par le gaz, dont un tiers via les réserves nationales, le reste étant couvert par les énergies renouvelables dont Donald Tusk se veut le promoteur. Il n'en reste pas moins que 23% de la consommation de gaz en Pologne concerne le secteur de l'industrie. La dépendance énergétique est donc bien présente, notamment dans les secteurs stratégiques.

Répartition de la consommation de gaz en Pologne:



Source: Rzeczpospolita

Ces inquiétudes sur le gazoduc *North Stream* furent simultanées à un embargo opéré par la Russie sur certains produits alimentaires, ce qui suscita de vives tensions diplomatiques. La relative indépendance politique et diplomatique de la Pologne s'est également manifestée au travers du rôle qu'elle a joué dans la « Révolution Orange » ukrainienne. Elle a en effet conservé d'étroites relations géostratégiques avec l'Ukraine ; en décembre 1991, elle fut le premier Etat au monde à reconnaître son indépendance⁶⁹. Avant le premier tour de l'élection présidentielle ukrainienne en novembre 2004, le ministre des Affaires étrangères polonais, Alexandre Kwasniewski, avait souligné la nécessité pour l'Ukraine de s'aligner aux grands standards internationaux, considérant que les élections de 2004 constituaient un « examen pour la démocratie ukrainienne ». Kwasniewski joua un rôle de médiateur actif entre la sphère pro-russe de Viktor Ianoukovitch, soutenu par le président sortant, Leonid Koutchma, et par Viktor Ioutchenko. Il intercèda par ailleurs auprès des leaders européens et auprès du Président américain George W. Bush. Ces diverses interventions sont à l'origine de l'arrivée en Ukraine du groupe des quatre médiateurs européens en décembre 2004 : le président polonais Kwasniewski et son ministre des Affaires étrangères Cimoszewicz, le président lituanien Valdas Adamkus, et l'alors haut représentant pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) Javier Solana⁷⁰. Les députés polonais siégeant au Parlement européen se sont par ailleurs intensément

⁶⁹ http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=159 , « Pologne-Ukraine, un partenariat stratégique », article de Malgorzata MAJ, Regard sur l'Est, 1/11/2000.

⁷⁰ <http://www.afri-ct.org/Les-consequences-de-la-revolution> Centre Thucydide, Analyse et Recherche en Relations Internationales, article d'Oksana Mitrofanova, 16 Avril 2006.

investis, preuve s'il en est du lien que la Pologne exerce entre intégration européenne et liens diplomatiques avec les pays d'Europe centrale et orientale.

La Pologne assurera la présidence tournante de l'UE au 2^e semestre 2011. Après l'abandon de la première version du projet de bouclier anti missile (proposée par l'administration Bush) par les Etats Unis en septembre 2009, bouclier qui devait être installé sur les territoires polonais et tchèque, la Pologne a officiellement fait du projet de défense européenne un point prioritaire de sa présidence de l'UE⁷¹, qui précède la politique énergétique, le renforcement de la politique de concurrence et, entre autres, le partenariat avec les pays d'Europe de l'Est. Donald Tusk projette également de renforcer les pouvoirs de l'AED, de doter l'Union européenne d'une flotte d'avions de transport militaire (A400M) à travers une opération de mise en commun des capacités nationales, en facilitant ainsi la projection militaire européenne en cas de crises internationales. Ces mesures seraient accompagnées de la création d'un ministre adjoint des Affaires étrangères de l'Union qui assisterait aux réunions de l'OTAN. Ce renforcement de l'approfondissement européen en matière de défense n'implique pas pour autant de négliger la position de la Pologne au sein de l'Alliance atlantique, qui reste une des priorités du pays. En adhérant à l'OTAN, la Pologne espérait en effet augmenter les ressources de son secteur industriel de défense.

II) La BITD polonaise

1. Une industrie en déclin : la coopération « vitale » avec les Etats-Unis pour sécuriser ses équipements

La BITD polonaise, tout comme celle des autres pays d'Europe centrale et orientale, a vécu une douloureuse adaptation à la fin de la guerre froide. Alors que la Pologne comptait parmi les principaux producteurs d'armement au monde, et était le premier pays du pacte de Varsovie, après l'URSS, à disposer du plus grand tissu industriel, son déclin sur la scène internationale est aujourd'hui certain, la Pologne ne fabriquant plus que 1% des équipements de défense dans le monde.

⁷¹ <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2009/09/défense-la-pologne-fait-sa-révolution-européenne.html>, « Défense : la Pologne fait sa révolution européenne », Jean Quatremer, 24 Septembre 2009. Information croisée avec : <http://www.presseurop.eu/fr/content/news-brief-cover/102151-les-ambitions-polonaises-pour-2011>, « Les ambitions polonaises pour 2011 », Dziennik Gazeta Prawna, 23 Septembre 2009.

Au plus haut niveau de production en 1988, les entreprises de défense employaient 180 000 personnes dans le cycle de production civil et militaire. On estimait alors à 120 000 le nombre de personnes travaillant directement dans le secteur de la défense.

En 1995, la moitié des salariés du secteur de la défense avaient déjà perdu leur emploi.

Aujourd'hui, on estime à moins de 40 000 le nombre de salariés du secteur, soit une division par trois du nombre d'emplois du secteur en deux décennies.

Face à ces difficultés, et pour assurer leur survie, les sociétés industrielles spécialisées dans la défense sont forcées de participer à des joint-ventures et sont dépendantes des marchés de l'exportation étrangers par manque de contrats, comme cela fut le cas pour la compagnie d'ingénierie aérospatiale WSK PZL-Rzeszow, encore relativement florissante, par le canadien Pratt and Whitney pour un montant de 70 millions de dollars en mars 2002⁷². Dès lors, et ce dès le mois de juin 1999, une loi est adoptée par les autorités polonaises pour conditionner les achats d'équipements militaires étrangers à des compensations promouvant les industries de défense.

L'un des objectifs était de favoriser la participation de fournisseurs étrangers au processus de restructuration et de développement de l'économie polonaise. D'une certaine manière, l'administration polonaise essayait de tirer profit le plus possible de la perte de son autonomie stratégique.

Ce phénomène est dû à un manque d'investissement des gouvernements polonais successifs dans le secteur de l'industrie de la défense. La réorganisation du secteur effectuée dès 1989 a abouti à sa division en deux filières aux moyens financiers inégaux ; les 38 entreprises les plus importantes du secteur constituaient des « Potentiels Industriels de Défense » (PPOs en Polonais) supervisés par le ministère de l'Economie. A l'inverse, d'autres sociétés industrielles de défense, les « *Overhaul and modernisation depots* », ainsi que les 10 centres de Recherche & Développement, tous dotés d'infrastructures de fabrication, « *manufacturing capabilities* » étaient directement détenus par l'Etat, bénéficiant ainsi de fonds plus importants pour se moderniser⁷³.

Aujourd'hui, l'industrie de la Défense polonaise comprend quatre groupes d'entités : les sociétés spécialisées dans la Défense, essentiellement regroupées dans le Bumar Group ; l'Aérospatial et les entreprises offreuses de produits plus secondaires, principalement actives au sein de la

⁷²http://search.janes.com/Search/documentView.do?docId=/content1/janesdata/mags/jdw/history/jdw2003/jdw04528.htm@current&pageSelected=allJanes&keyword=poland&backPath=http://search.janes.com/Search&Prod_Name=JDW&, « Polish Defence Industry : Living on the edge », Grzegorz Holdanowicz , 16 Avril 2003.

⁷³http://search.janes.com/Search/documentView.do?docId=/content1/janesdata/mags/jdw/history/jdw2003/jdw04528.htm@current&pageSelected=allJanes&keyword=poland&backPath=http://search.janes.com/Search&Prod_Name=JDW&, « Polish Defence Industry : Living on the edge », Grzegorz Holdanowicz , 16 Avril 2003.

holding dirigée par l'ARP (soit une agence du ministère de l'Economie et des Finances chargée de privatiser les entreprises contrôlées⁷⁴) ; douze sections du ministère de la Défense, dotées de ressources en Recherche et Développement très importantes ; et dix instituts nationaux de recherche appliquée. Bumar Group est une société détenues par le ministère de l'Economie. L'ARP de son côté, est une agence du même ministère, ayant pour objectif celui de la privatisation des compagnies contrôlées. En ce qui concerne enfin les sections du ministère de la Défense ainsi que les Instituts de recherche, ils sont directement dépendants du ministère de la Défense. Cette restructuration a été permise par l'adoption, en mai 2002, d'un « plan de restructuration des potentiels industriels de défense polonaise » pour la période 2002-2005, qui planifie l'instauration de ceux deux grands groupements de capital (les deux holdings Bumar et ARP) dont les fonds serviraient à refinancer les sociétés industrielles de défense et à favoriser leur relance. Ces fonds proviennent pour la plupart du budget du ministère de la Défense et des contrats « *offset* » passés avec les Etats étrangers. Les deux holding fonctionnent par secteur d'activité : le domaine de production d'artillerie, des missiles et d'armurerie sous la houlette de l'entreprise leader PHZ Bumar , et les secteurs de l'aéronautique, de produits de communication en matière de défense sous l'égide de l'Agence de développement industriel ARP. Deux des principales sociétés de défense polonaises, PHZ Cenzin et Cenrex, prennent part à ce groupement, ainsi que plusieurs centres de R&D. Cenzin et Cenrex sont chargées de l'exportation des services liés à l'armement et du suivi du programme des compensations industrielles (ou contrats offsets) qui auront cours pendant dix ans, suite à l'achat d'avions américains F-16⁷⁵. Les entreprises placées sous l'égide de Bumar et de l'ARP sont détenues par l'Etat. Bumar Group chapeaute

⁷⁴ L'Agence pour le développement de l'industrie (ARP – *Agencja Rozwoju Przemyslu*) a été créée en 1991 en tant que société anonyme (100% des actions appartiennent à l'Etat) au début des transformations économiques en Pologne. Le but principal de son activité est l'appui aux entreprises polonaises dans leur adaptation aux conditions du marché libre et à la compétitivité au sein de l'Union européenne. L'Agence participe à la restructuration de certains secteurs importants de l'économie nationale (sidérurgie, défense, chantiers navals), ainsi qu'à l'appui des grandes entreprises en difficulté (bien sûr dans le cadre des régulations européennes) au niveau financier (prêts, garanties auprès des organismes financiers), à la formation et au reclassement du personnel licencié et – dans certains cas – comme investisseur. L'Agence participe, en collaboration avec les autorités locales, au développement régional et à la création des Parcs Industriels Régionaux. L'ARP gère deux Zones Economiques Spéciales : EURO-PARK à Mielec et EURO-PARK Wislostan à Tarnobrzeg où des investisseurs étrangers peuvent trouver des conditions favorables à la localisation de leurs entreprises au niveau de l'élaboration du projet, de l'infrastructure, des impôts. L'Agence compte 395 personnes au total, employées à Varsovie et dans ses six bureaux régionaux. La valeur des actions et des participations de l'ARP dans 119 sociétés polonaises (SA et SARL) a atteint le chiffre de 1,1 milliard de zlotys (environ 250 millions d'euros). Le capital social de l'ARP est chiffré à 1 375 millions de zlotys (environ 312 millions d'euros). En 2003, l'Agence a accordé aux entreprises restructurées des crédits au niveau de 380 millions de zlotys (86 mlns d'euros) et des garanties financières dépassant les 173 millions de zlotys (39 millions d'euros). L'ARP coopère activement avec des partenaires étrangers intéressés par la restructuration et la privatisation des entreprises polonaises dont l'Agence s'occupe. Source, mission économique de l'ambassade de France en Pologne.

⁷⁵ http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CPE_032_0018 , « Trois novices dans l'OTAN. Quelles conséquences pour l'industrie ? », Jaroslav Blaha ; article issu du Courrier des Pays de l'Est, n° 1032, Février 2003.

ainsi 17 entreprises en 2007, et aujourd'hui 27⁷⁶ (dont : Dezamet, WSK PZL Warszawa II, ZSP Pionki, Krasnik, Radwar, ZM Tarnow, l'armurier Lucznik Radom et Maskpol), rejointes plus tard par cinq autres producteurs d'équipements pour la Défense polonaise. La deuxième holding, organisée autour de l'Agence industrielle de défense ARP, regroupe PZL WSK Swidnik, de PZL Mielec et de Radmor. Aujourd'hui, les deux anciens platformistes PZL Mielec et PZL Swidnik (domaine aéronautique), comme Gdynia dans le secteur naval, se sont largement repositionnés comme sous-traitants de fabricants occidentaux ou mainteneurs. Cette dernière (SMW Gdynia) a fait l'objet d'une offre de la part de DCNS pour un approfondissement de la coopération bilatérale. Cependant, Gdynia, dont les salariés jouissent d'un statut similaire à celui de DCNS avant sa privatisation, subit la volonté gouvernementale d'arriver à une privatisation complète. Suite à une offre publique de vente, aucun repreneur potentiel s'est manifesté, DCNS étant intéressé à aider une restructuration, mais non pas à racheter la totalité des parts pour assumer ensuite une lourde restructuration.

2. Privatisation

Les entreprises n'ayant trouvé leur place dans aucune des deux holdings ont été ou sont en cours de privatisation sur la base d'accords préalables conclus en fonction des offsets établis au moment de l'achat d'avions américains. Parmi elles : Fabryka Łożysk Tocznych - Kraśnik S.A. (Rolling Bearing Factory), Zakłady Elektroniczne Warel S.A., (Electronic Works), Huta Stalowa Wola S.A., (Steel Plant), Morska Stocznia Remontowa S.A. (Repair Shipyard), Stocznia Remontowa Nauta S.A. (Repair Shipyard). Selon le programme de privatisation de la Pologne 2009-2011 préparé par le ministère du Trésor, toute entreprise de la holding ARP, mais également celles du groupe Bumar ont vocation à être privatisées.

La situation difficile des entreprises polonaise s'explique par la chute, entre 1991 et 2001, des subventions accordées aux entreprises, passant de 31 millions d'euros en 1994 à seulement 8,1 millions en 2001 (*au taux de change PLN/€ de 2001 pour les deux données*). Ces entreprises se sont donc endettées de manière croissante. La dette combinée de l'ensemble des entreprises s'élevait en 1999 à 67 millions d'euros. Le déclin est en marche dès cette date. A la diminution de la masse salariale travaillant dans l'industrie de la défense (chute de plus de 38% entre 1998 et 2001) a succédé une chute des ventes domestiques de 23 à 13,4% dans le même intervalle. En

⁷⁶http://search.janes.com/Search/documentView.do?docId=/content1/janesdata/mags/jdw/history/jdw2007/jdw33996.htm@current&pageSelected=allJanes&keyword=Bumar&backPath=http://search.janes.com/Search&Prod_Name=JDW&, « Polish Potential : Poland's Defence Industry », Grzegorz Holdanowicz, 5 Septembre 2007.

effet, les contrats passés avec les autorités publiques, qui représentaient plus de 80% de leur chiffre d'affaire, se sont progressivement réduits⁷⁷. Les exportations ont souffert de ce déclin, passant de 10,8 millions d'euros en 1999 à 5,2 millions en 2001. Selon les chiffres du ministère de l'Economie, sur l'ensemble des 38 entreprises portant l'appellation de « Potentiel de Défense Industrielle », seulement sept entreprises sont considérées en bonne santé à la fin de l'année 2001⁷⁸. Selon le Financial Times, la situation semble s'être un peu améliorée depuis, même si le Bumar Group ne peut se targuer d'être tiré d'affaire. En 2006, la Holding a comptabilisé un chiffre d'affaires de 641 millions d'euros et engrangé un profit d'environ 2 millions d'euros⁷⁹.

En 2001, le gouvernement de gauche nouvellement élu avait communiqué ses objectifs de défense : il planifiait de consacrer 6,2 millions d'euros à la recherche-développement, et 3,7 milliards d'euros à onze domaines d'activités stratégiques, dont : la protection nucléaire, biologique et chimique, et les forces spéciales et de mobilité. Environ 1,5 milliard d'euros devaient être investis en 2008. Un plan de modernisation de la Défense polonaise 2001-2006 a également été mis en place, plan qui était supposé garantir des commandes diverses pour un total d'environ 2 milliards d'euros. La crise économique qui a frappé l'Europe à partir de 2008 a ralenti la réalisation de ces divers objectifs. A l'heure actuelle, selon les sources du ministère de la Défense national polonaise, le degré de modernisation des équipements industriels de défense n'est que de 26%. L'ambition affichée est d'atteindre les 35% fin 2012⁸⁰. Le secteur industriel de l'aérospatial est en déclin. Le programme de compensations industrielles attendu de la collaboration avec Lockheed Martin ne s'est toujours pas matérialisé. En effet, un tel programme est destiné à des entreprises polonaises ayant de fortes affiliations avec des entreprises industrielles de défense américaines. On citera : Menasco, WSK Polskie Zaklady Lotnicze (PZL)-Rzeszow et Aerotech Kalisz.

Le dilemme en cours au ministère de la Défense concerne l'usage du budget : l'envoi de troupes additionnelles en Afghanistan ou la modernisation des équipements de défense. Concernant ce dernier objectif, il semble que l'heure soit à la réduction budgétaire : en février

⁷⁷ http://search.janes.com/Search/documentView.do?docId=/content1/janesdata/mags/jdw/history/jdw2003/jdw04528.htm@current&pageSelected=allJanes&keyword=poland&backPath=http://search.janes.com/Search&Prod_Name=JDW& « Polish Defence Industry : living on the edge », Grzegorz Holdanowicz

⁷⁸ On citera : WSK PZL-Rzeszow, PSO Maskpol, Stomil-Poznan, WSK PZL-Swidnik, ZR Radmor, ZTS Nitron and CNPEP Radwar.

⁷⁹ <http://www.iraqdirectory.com/DisplayNews.aspx?id=3843> , « Bumar wins Iraq training contract », Financial Times, 30 Mai 2007.

⁸⁰ http://search.janes.com/Search/documentView.do?docId=/content1/janesdata/mags/jdw/history/jdw2009/jdw40712.htm@current&pageSelected=allJanes&keyword=Poland&backPath=http://search.janes.com/Search&Prod_Name=JDW& « Finding Pole position : Country Briefing », Grzegorz Holdanowicz , 24 Août 2009.

2009, le budget de la défense a été réduit de 5,7 milliards d'euros à 5,2 milliards d'euros. Cette réduction a eu un sérieux impact sur la stratégie militaire polonaise, notamment sur les programmes d'achat (« procurement plans ») et sur les stratégies de déploiement militaire. La Pologne a par exemple réduit ses acquisitions des véhicules armés Rosomack 8x8 de 10 appareils (l'achat porte donc à présent sur 48 pièces). Cette réduction budgétaire a par ailleurs amené au retrait des troupes polonaises des opérations internationales menées au Liban, en Syrie, au Tchad et en République Démocratique du Congo, par manque de moyens financiers. Cela aura probablement un impact sérieux sur certaines de ces opérations, notamment l'opération européenne menée au Tchad/Darfour, dont la Pologne constitue le 2^e contributeur⁸¹. Sur la totalité du budget 2009 officiel, 758 millions d'euros, soit 13,4% du total, ont été consacrés au remboursement d'impayés du budget 2008.

En dépit de l'engagement du pays à consacrer au moins 1,9% de son PIB à la défense, celui-ci ne constitue à l'heure actuelle qu'1,65% du PIB⁸². Par ailleurs, deux études sur la situation politique et militaire de la mission polonaise en Afghanistan ont été commandées. Néanmoins, selon le ministre de la Défense Bogdan Klich, si la Pologne critique l'hégémonie du commandement militaire sur les décisions proprement politiques, elle n'envisage pas pour autant le retrait de ses troupes, impossible au regard de sa position géostratégique (notamment vis à vis de la Russie). Selon ses mots, l'OTAN reste le « *garant de notre sécurité nationale*⁸³ », et notamment en termes de transferts de technologies. C'est ce qui explique le lien étroit existant entre les Etats-Unis et la Pologne en termes de contrats industriels de défense. A citer notamment, l'achat de F16 C/D Block 52 à l'entreprise américaine Lockheed Martin en vue de remplacer les Mig-29 A/UB soviétiques, en 2003, et le contrat offset passé par la Pologne avec les Etats Unis le 26 mai 2010, concernant l'achat de vecteurs antimissiles sol-air américains, les Patriots. Cet achat, précipité par la crise russo-géorgienne de l'été 2008, intervient après la ratification en février 2010 d'un accord sur le futur statut régissant les troupes américaines basées en Pologne (SOFA). La Russie, considérant ces missiles Patriot localisés à moins de 100 km de l'enclave russe de Kaliningrad, dénonce « une atteinte à la stabilité régionale », même si, en pratique, ces installations n'ont pas l'impact du projet avorté de bouclier antimissile. Le

⁸¹ http://www.defense.gouv.fr/europe_de_la_defense/archives/l_armee_de_la_republique_de_pologne, « L'armée de la République de Pologne ».

⁸² Ibid.

⁸³ <http://bruxelles2.over-blog.com/30-categorie-10450299.html> « La Pologne et les Pays Bas réfléchissent à leur avenir en Afghanistan », 25 Septembre 2009.

déploiement de ces missiles sera, il est vrai, effectué à Morag à 60 km de Kaliningrad. Le site a été, selon les déclarations du gouvernement polonais, choisi selon des considérations logistiques, et non géostratégiques. Ce projet n'est officiellement pas lié au bouclier antimissile américain. Selon Joseph Horentin, chercheur au CAPRI, ces missiles, dont l'installation était prévue de longue date, ne sont pas en mesure d'intercepter un missile en provenance d'Iran et visant l'Union européenne. Ils servent avant tout à équiper l'armée polonaise pour le propre compte de la Pologne qui perçoit toujours la Russie comme une menace⁸⁴.

La Pologne est cependant partagée entre deux besoins identifiés :

- une coopération accrue avec les Etats Unis, dans le cadre du nouveau projet antimissile du Président Barack Obama.
- une coopération nécessaire avec la Russie en matière de rénovation d'armement. En effet, si les relations Pologne/Russie sont généralement froides, il reste que la Pologne dépend de la Russie pour l'entretien de l'ensemble de l'armement soviétique. C'est ce qui explique que la Pologne ait été mandatée par le groupe de Visegrad (Hongrie, République Tchèque, Pologne, Slovaquie) pour négocier avec Moscou un contrat portant sur l'achat à la Russie de pièces détachées (500 millions de dollars) destinées à la modernisation de 106 hélicoptères Mi-24 dont disposent les quatre pays du groupe de Visegrad. Selon plusieurs sources, la Russie aurait exigé, en avril 2003, de participer à la modernisation de ces appareils et pas seulement d'en fournir les pièces détachées. Or, des technologies de l'OTAN étant incluses dans cette opération, une telle participation n'a pas été possible⁸⁵.

3. Les niches capacitaires polonaises, la présence française et des États tiers

Parmi les niches de compétence industrielle les plus intéressantes présentes en Pologne, nous pouvons citer le domaine des radars. En effet, à l'intérieur du bloc soviétique, la Pologne était le seul Etat autorisé par Moscou à mener des programmes de recherche et développement dans ce domaine. Ainsi, l'entreprise Radwar est actuellement l'héritière de ce savoir faire, ayant été chargée par le passé de développer des outils de défense anti-aérienne. Autre domaine de niche, celui de la fabrication de radio, domaine dans lequel Thales est présent dans le pays. Thales est

⁸⁴ <http://www.rfi.fr/contenu/20100526-missiles-patriot-americains-pologne> « Des missiles Patriot américains en Pologne », par Olivier Fourt, 26 Mai 2010.

⁸⁵ http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CPE_032_0018 « Trois novices dans l'OTAN : quelles conséquences pour l'industrie ? » Jaroslaw Blaha, Février 2003, issu du Courrier des Pays de l'Est.

également présent à travers des accords de coopération avec l'entreprise Radmor, autre acteur dans le domaine de radar.

En ce qui concerne la présence française en Pologne, elle reste largement mineure vis-à-vis d'autres pays comme les Etats-Unis ou Israël, véritable acteur majeur de la BITD polonaise.

Si EADS dispose d'une petite présence dans le pays liées aux offsets du contrat de vente d'avions de transport tactique CASA CN-235, et DCNS souhaiterait participer à la restructuration du secteur naval polonais, cette présence reste marginale. MBDA souhaiterait s'installer en Pologne à travers le contrat de développement de la défense anti-aérienne du pays, contrat qui intéresse également les entreprises américaines.

De même, en ce qui concerne la capacité polonaise dans le domaine des hélicoptères - eu égard à la volonté polonaise d'acquérir d'importantes capacités de transport - les entreprises françaises ont perdu du terrain par rapport à d'autres pays.

Face à la volonté du gouvernement polonais d'acquérir cette capacité, Agusta Westland et Sikorsky se sont positionnés dans le pays, à travers le rachat des deux entreprises polonaises actives dans le secteur, PZL Mielec, rachetée par Sikorsky, et PZL Swidnik, rachetée par Agusta Westland. Les deux produits en lice, le NH90 fabriqués par Eurocopter et Agusta Westland, ainsi que le Black Hawk de Sikorsky, devront contenir un important taux d'équipements fabriqués en Pologne, d'où la décision des deux entreprises de s'installer dans le pays. De même, ce contrat attendu pour 2011 va faire figure de véritable test du changement de langage de la part de l'administration polonaise vis-à-vis du développement de l'Europe de la défense. Mais même si l'administration polonaise devait choisir le NH90, ce serait essentiellement Agusta Westland qui bénéficierait d'une présence accrue dans le pays.

Les Etats-Unis de leur côté, après des années de relations houleuses liées à l'insatisfaction polonaise en ce qui concerne les offsets liés au programme F-16, ont regagné du terrain en transférant la totalité de la logistique liée au programme en Pologne. Les entreprises israéliennes de leur côté sont de plus en plus présentes sur le marché polonais. Le contrat pour la fourniture de missiles anti-char, remporté par la société israélienne Rafael en 2003, s'est accompagné d'importantes cessions de technologies vis-à-vis de la société polonaise Mesco, ce qui a permis à Rafael de s'installer sur le marché. Par la suite, la société israélienne Aeronautics a signé début 2010 un accord pour la vente à la Pologne de 8 avions de reconnaissance sans pilote, pour un montant de 89 millions de zlotys (22,3 millions d'euros). Sur ce marché, seules des entreprises israéliennes étaient en lice, Aeronautics ayant battu la concurrence de Elbit et IAI.

4. Recommandations prospectives

La Pologne a sans doute un rôle majeur à jouer dans le développement de la politique européenne de sécurité et de défense commune. Le changement du climat politique à Varsovie vis-à-vis de l'administration américaine, et surtout vis-à-vis du processus de construction européenne, suite à la fin du règne des frères Kaczynski, crée une fenêtre d'opportunité majeure pour la France. De par l'importance de sa base industrielle, sans commune mesure dans les pays d'Europe centrale et orientale, et sans compter l'importance politique même de la Pologne au sein de l'UE, la France devrait mettre en œuvre un important effort diplomatique pour nouer une alliance de fait avec le gouvernement polonais sur le développement de la PeSDC. Du point de vue industriel et technologique, malgré le manque de fabricants de produits d'armement majeur en Pologne, le marché de ce pays est loin d'être négligeable, tout comme l'effort de recherche du pays, qui le place au troisième rang de contributeur à l'AED en matière de R&T. Etant donné le retard pris par la France comme par d'autres pays européens vis-à-vis de la concurrence américaine et israélienne, des mesures immédiates sont à préconiser, de soutien aux initiatives de DCNS, MBDA ou tout autre industriel français voulant investir dans le pays. Un accord entre les deux gouvernements sur une relation organique entre les industriels français et polonais, avec des cessions de technologies en direction de la Pologne, pourrait ancrer ce pays à une meilleure relation avec Paris. De même la Pologne pourrait servir de facilitateur des relations diplomatiques françaises avec d'autres pays de la région, dont la République Tchèque et la Hongrie, en contribuant à la mise en oeuvre d'une relation qui puisse enfin dépasser les mésententes liées à un certain nombre d'évènements historiques désormais anciens.

Chapitre 4 : Pologne, Hongrie, République Tchèque, et le développement de l'autonomie industrielle et stratégique de l'UE

Les bases industrielles et technologiques de défense des trois pays objets d'étude présentent aujourd'hui des caractéristiques différentes. La BITD polonaise garde une taille et des domaines d'activités considérables ; la BITD tchèque a restreint son périmètre à des niches capacitaires ; enfin la BITD hongroise a une taille et des domaines d'activités plutôt modestes. Les trois ont connu une baisse importante de leurs capacités industrielles ainsi que du nombre de salariés actifs dans le secteur suite à l'effondrement du bloc communiste à l'intérieur duquel chacun jouait un rôle bien défini. Cette répartition du travail avait permis une spécialisation de chaque pays sur des domaines capacitaires bien définis, et leur avait de plus assuré une charge de travail importante. Pour ne citer qu'un seul exemple, la maintenance des hélicoptères Mil 8 confiée à la Hongrie lui a permis de travailler jusqu'en 1989 sur la maintenance de 600 machines. La participation au Pacte de Varsovie garantissait également des débouchés à l'exportation à l'intérieur du bloc, et vers des pays tiers alliés de l'Union Soviétique. Ainsi, il est aisé de comprendre que l'écroulement du bloc communiste a constitué une véritable rupture pour la BITD de ces pays.

Au début des années 90, ces pays, caractérisés par de longues années de dictature et par l'héritage d'un système d'économie planifiée, ont concentré tous leurs efforts dans l'adaptation de leur économie, en réalisant une équation entre modernisation et libéralisme, ce qui a nui à la mise en place d'une stratégie cohérente de politique industrielle en particulier dans le domaine de la défense. Les trois pays ont mis du temps à intégrer les mécanismes de gestion d'entreprises dans une économie de marché et manquaient ainsi de savoir-faire. Face à l'effondrement des exportations et à la baisse drastique des budgets de défense nationaux, les trois pays ont peiné à sauvegarder leurs compétences de défense, et ce en partie en raison d'un processus de transition économique au cours duquel l'industrie militaire ne constituait pas une priorité.

Les réponses des trois pays ont été similaires. Après une première phase d'abandon de toute planification dans le domaine de la BITD, il y a eu une phase de reprise en main qui coïncidait avec une stratégie de privatisation encouragée par l'octroi de contrats (essentiellement de maintenance) aux industriels de défense nationaux pour sauvegarder un niveau minimum d'activité. Ensuite, une réflexion a été engagée sur l'utilisation des achats d'équipements de

défense pour obtenir des offsets en acceptant la vente à des entreprises étrangères, ou bien la création de joint-ventures, d'anciens fleurons nationaux.

Aujourd'hui, la situation politique, économique et industrielle de ces trois pays est assez semblable, mais on relève toutefois des spécificités nationales⁸⁶.

Evolution du PIB et budgets de défense des PECO (en millions d'€ PPA) et personnel militaire

Source : Observatoire Economique de la Défense – Janvier 2010, chiffres non déflatés.

	Pays	2002	2006	2007	2008	2009	Evolution 2002-2009
PIB (en M€)	République tchèque	152 277	208 312	226 389	236 722	229 223	+ 50,53%
	Hongrie	131 712	167 030	171 661	178 374	165 483	+ 25,64%
	Pologne	388 202	521 234	559 203	621 178	641 159	+ 65,16%
Dépenses totales de défense (en M€)	République tchèque	3066	3514	3281	3382	3526	+ 15%
	Hongrie	2 202	2 086	2 204	2 196	2 227	+ 1,1%
	Pologne	7 211	9 353	10 303	10 054	12 303	+ 70,6%
Dépenses en Capital (en M€)	République tchèque	723	806	652	624	630	-12,8%
	Hongrie	440	357	382	380	371	- 15,5%
	Pologne	921	2 059	2 435	1 841	2 782	+ 202%
Dépenses en R&D (en M€)	République tchèque	25	37	30	32 soit 0,9%	38	+23,8% (2002-2008)
	Hongrie	0	1	4	5 soit 0,2%	-	-
	Pologne	0	16	37	60 soit 0,5%	-	-
Effectifs militaires	République tchèque	40 300	24 600	24 600	24 700	24 300	- 38,71%
	Hongrie	43 600	22 900	20 100	18 400	23 100	- 57,80%
	Pologne	158 900	150 000	150 000	130 400	100 000	- 17,94%

⁸⁶ La situation hongroise est notamment particulière : suite à la crise de sa dette en 2008, la Hongrie connaît une situation bien plus délicate que celles de la Pologne et de la République tchèque. Autre spécificité hongroise, l'arrivée au pouvoir du parti Fidesz, avec une très large majorité parlementaire, qui marque le retour d'un certain langage nationaliste en matière de politique étrangère.

Les trois pays, comme la plupart des autres États membres de l'Union européenne, mènent une politique d'assainissement de leurs finances publiques, ce qui laisse imaginer une nouvelle baisse des budgets de défense nationaux déjà fortement réduits par rapport à la fin des années 80⁸⁷.

En ce qui concerne les relations avec la Russie, l'OTAN ou l'Union européenne, la situation de ces trois pays semble être en rapide évolution, caractérisée désormais par la prévalence d'une approche plus pragmatique et moins dogmatique, notamment par rapport à 2003. A cette époque, l'analyse de la politique étrangère de ces trois pays était souvent menée dans le prisme du soutien à la décision de l'administration Bush⁸⁸ d'entrer en conflit avec l'Irak, et de fait l'éloignement des positions franco-allemandes. De même, les trois pays gardaient des relations très compliquées avec la Russie. La situation générale a depuis en partie évolué.

1. Vers un nouveau tropisme européen en Europe centrale et orientale ?

La Pologne a été considérée par les chancelleries occidentales comme l'un des principaux points de blocage au long des négociations ayant abouti au Traité Constitutionnel, puis au caractère tardif de l'adoption du Traité de Lisbonne. Elle a pendant longtemps présenté un visage eurosceptique. Aujourd'hui cette tendance semble surmontée : la Pologne se veut désormais un élément moteur du développement de la PeSDC, qu'elle a inscrit au rang de priorité de sa présidence de l'Union au deuxième semestre 2011.

En ce qui concerne la relation avec la Russie, les rancœurs héritées de l'époque soviétique entretenues par les pays d'Europe centrale et orientale ont pendant longtemps bloqué un développement significatif de la relation UE / Russie. De même leurs positions ont freiné la mise en place d'une Stratégie Européenne de Sécurité (SES) plus ambitieuse. Ainsi, la refonte de la SES annoncée sous présidence française en 2008 n'a pas été menée, et ce notamment en raison des différences de perception à l'égard de la Russie entre les capitales de l'ouest et de l'est européen. Or même si la méfiance persiste, on assiste néanmoins aujourd'hui à une certaine embellie du rapport des pays d'Europe centrale et orientale au voisin russe.

⁸⁷ Seule la Pologne garde un niveau important de dépenses de défense, en y consacrant le 1.9% du PIB en 2009. La Hongrie limite son effort à 1,3%, contre 1,5% pour la République tchèque. Source : Observatoire économique de la défense.

⁸⁸ Pour mémoire, le 30 janvier 2003, les chefs d'États et de gouvernement de huit pays européens, dont Vaclav Havel pour la République tchèque, Leszek Miller pour la Pologne et Peter Medgyessy pour la Hongrie, avaient signé une lettre de soutien à la politique de l'administration Bush à l'égard de l'Irak. Cette lettre, ainsi que la réaction de Jacques Chirac avait provoqué une crise diplomatique entre la France et ces pays. La lettre est disponible à l'adresse <http://www.grip.org/bdg/g2026.html>

Les ministres des Affaires étrangères des pays du triangle de Weimar, organisme de consultation informelle entre la France, l'Allemagne et la Pologne, viennent de proposer, le 30 juin 2010, un partenariat stratégique avec la Russie. Ainsi la récente proposition allemande, avancée début juin, de créer un comité UE-Russie chargé de régler les grandes questions, et notamment les enjeux de sécurité internationale, aurait été endossée par les trois pays à l'occasion de cette réunion, « *L'idée étant de créer un forum de discussion permettant de régler de manière globale les conflits gelés aux marges de l'UE : de la Transnistrie, comme du Haut Karabakh, ou de la Bosnie* »⁸⁹. Plus globalement, le triangle de Weimar pourrait être le bon format de consultation préalable entre les trois pays pour avancer des positions communes au Conseil européen en matière d'énergie, Politique agricole commune, PeSDC, en augmentant les possibilités de créer un consensus à l'échelle européenne.

En matière de PeSDC, la Pologne a présenté en juin 2010 au ministère des Affaires étrangères français, par le biais du chef de la diplomatie Radoslaw Sikorski, un « non-paper » qui constitue une évolution de la position polonaise en faveur d'une affirmation de celle-ci⁹⁰. Ce texte, dénommé « *Initiative de Chobielin* », propose la création d'un adjoint au Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE. Celui-ci serait responsable de l'évolution de la PeSDC, et notamment chargé de mettre en place un Etat-major européen intégré, civil et militaire. De plus, cette initiative plaide pour la création de forces de stabilisation européennes, composées de gardes-frontières, d'effectifs de police, de soldats etc., ainsi que pour la multiplication des exercices communs, et de mettre en place des projets industriels européens⁹¹. Même si la tragédie de Smolenk, le 10 avril 2010, a ébranlé l'Etat-major polonais, qui était le moteur de cette initiative, on peut s'attendre à une confirmation de cette dynamique et cela constitue un important changement de ton⁹².

On observe un scénario semblable pour la République tchèque. Les élections législatives qui se sont tenues récemment ont propulsé parmi les gagnants le nouveau parti de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, un pro-européen convaincu. Plus généralement la nouvelle coalition au gouvernement semble vouloir mettre en œuvre une politique plus pro-européenne que par le passé et non plus uniquement aligné systématiquement sur les positions

⁸⁹ Voir à ce sujet l'article paru sur le blog Bruxelles2 <http://bruxelles2.over-blog.com/article-un-comite-ue-russie-plaide-le-triangle-de-weimar-52916408.html>

⁹⁰ Voir à ce sujet l'article paru dans le quotidien Le Monde daté du 25 juin 2010 « La Pologne a un plan ambitieux pour la défense européenne »

⁹¹ Voir également l'article paru sur The Economist, le 9 juin 2010, The Warsaw overground, disponible à l'adresse http://www.economist.com/blogs/easternapproaches/2010/06/poland_0

⁹² Pour nuancer en partie cette analyse, il faut signaler que la représentation diplomatique française à Varsovie a indiqué aux auteurs qu'ils attendaient des signaux concrets, en matière de capacités militaires et des prochains programmes d'acquisition polonais, en gage de garantie d'un véritable changement d'attitude.

américaines. Ce sentiment d'un fort tropisme américain a prévalu pendant des années du fait d'un message brouillé par les prises de position anti-européennes du Président Vaclav Klaus.

A l'inverse, la trajectoire hongroise est sensiblement différente. Alors que les positions de ce pays étaient plutôt singulières par rapport aux deux autres du fait d'une relation relativement apaisée avec la Russie et d'un tropisme américain moins affirmé (exception faite de la décision de soutenir la politique de l'administration Bush en Irak), le résultat des élections d'avril 2010 laisse présager un virage nationaliste pour le pays. Les effets des différents plans de rigueur imposés au pays par le FMI et l'Union européenne suite à la crise financière et économique de 2008, ont sans doute influencé le résultat électoral. L'évolution du pays pourrait conduire à une marginalisation de son rôle au sein de l'Union européenne.

2. La nouvelle perception de la relation transatlantique

L'évolution des positions polonaise et tchèque ouvre la voie à une affirmation plus grande de leur soutien à la PeSDC et de fait à une orientation plus active en faveur de l'autonomie stratégique et technologique de l'Union. Comment expliquer cette évolution ? La déception engendrée dans ces pays par la modification du projet de bouclier antimissile par l'administration Obama a joué un rôle majeur⁹³. La nouvelle administration a décidé de mettre de côté le projet de bouclier antimissile voulu par le Président Bush, et qui aurait été basé en Pologne et République Tchèque, pour finalement lancer un nouveau projet, de moindre envergure. Un lot de missiles Patriot a été installé à Morąg, dans le nord est de la Pologne. Ce revirement de la part de l'Administration américaine, voulu essentiellement pour améliorer les relations entre Washington et Moscou, a créé une certaine amertume à Varsovie et Prague, qui s'étaient lourdement exposés en faveur du projet de bouclier en provoquant une crise diplomatique avec la Russie. A cela s'ajoute une certaine insatisfaction liée au non respect des engagements américains concernant l'achat de produits de défense, ainsi qu'à l'enlisement de la situation en Afghanistan.

Cependant, la relation avec les Etats-Unis et l'engagement au sein de l'OTAN demeurent la pierre angulaire de la politique de défense des trois pays objets de l'étude.

⁹³ Ce point a été souligné par la totalité des interlocuteurs rencontrés lors des missions d'étude. De même, la grande majorité des personnes interviewées montrait un certain ressentiment vis-à-vis des Etats-Unis pour une série de raisons, allant de la déception liée à des contrats d'offsets non respectés (en Pologne notamment) à un sentiment d'ingratitude de Washington malgré l'appui sans faille sur des dossiers délicats comme l'Irak (Hongrie, Pologne, République tchèque), l'Afghanistan (pour les trois pays encore une fois) et le bouclier antimissile (en République tchèque et en Hongrie).

A l'occasion des négociations en cours sur l'élaboration du nouveau concept stratégique de l'OTAN, les trois pays défendent des positions similaires⁹⁴, qui de surcroît rejoignent la position de l'administration française, même si les fondements sont différents. La priorité absolue pour les trois pays est l'affirmation réitérée de l'importance de l'article 5 comme fondement de l'Alliance. Ceci est perçu comme une garantie primordiale pour la sécurité des pays d'Europe centrale et orientale face à une éventuelle résurgence du danger russe (le positionnement français sur ce point s'expliquant quant à lui par le rejet de l'idée d'une « Alliance globale »). Même si globalement les trois pays objets d'étude restent favorables à un élargissement de l'OTAN aux pays anciennement satellites de l'Union Soviétique, cette question n'est plus au centre de leur position de négociation, étant donné le peu de chances qu'une telle proposition a d'aboutir. L'idée d'une Alliance globale est accueillie à Varsovie, Prague, et Budapest avec une certaine méfiance ; ils lui préfèrent l'idée d'une « Alliance classique », à savoir centrée sur le théâtre européen.

Les trois pays ont développé récemment une approche assez semblable à l'égard de l'engagement en Afghanistan. Lors des récentes campagnes électorales menées dans les trois pays, la question afghane s'est invitée au cœur du débat. La totalité des candidats s'est prononcée pour un retrait progressif des troupes engagées dans ce pays au fur et à mesure que les autorités nationales afghanes pourront récupérer leur pleine souveraineté. Il s'agit la plupart du temps de formules classiques calquées sur la nouvelle stratégie de l'Administration Obama. Cependant, on assiste à la fin de l'acceptation aveugle de toute sollicitation en provenance de Washington. Le rejet de l'engagement sur le théâtre afghan s'exprime désormais avec autant de force dans les opinions publiques de ces pays que dans celles des pays d'Europe de l'Ouest.

La vraie clé de compréhension de ce changement d'attitude, qui est particulièrement visible ces derniers temps à Varsovie, apparaît comme l'expression d'une certaine méfiance vis-à-vis de la nouvelle Administration américaine. Face au désintérêt croissant de celle-ci par rapport au théâtre européen, les trois pays doutent quelque peu de la réalité et de la consistance de l'idée d'une Amérique garante sans faille de leur sécurité. Ceci pourrait dans les mois qui viennent bénéficier à la construction européenne, notamment concernant le développement et l'intégration des capacités de défense sur le continent.⁹⁵

⁹⁴ Aucune publication n'explique encore le positionnement des trois pays objets d'étude sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN. Cette analyse est tirée des interviews menées à l'occasion de l'étude.

⁹⁵ Cette affirmation porte plus particulièrement sur le cas polonais, la totalité des interlocuteurs rencontrés ayant fait mention d'une telle analyse. En Hongrie et République tchèque on assiste à un mouvement semblable mais plus modéré.

3. Les conséquences industrielles du tropisme pro-américain

Sans parler de virage spectaculaire, cette évolution impacte tout de même naturellement sur la politique industrielle de ces pays dans le secteur de défense.

L'étude fut l'occasion de constater auprès de nombreux interlocuteurs – au sein de l'administration comme des acteurs industriels - une véritable volonté de communiquer sur leurs compétences et sur la perspective d'éventuelles coopérations. Néanmoins certaines zones d'ombre subsistent.

D'une part, l'engagement des troupes de ces pays en Afghanistan s'est accompagné de ventes d'équipements de la part des États-Unis qui ont induit des liens substantiels de dépendance opérationnelle. D'autre part, dans les trois pays, l'administration nationale (personnel du ministère de la Défense, civil ou militaire) est caractérisée par un tropisme américain assez marqué, ce qui s'explique notamment par les initiatives de formation financées par les Américains selon un schéma que l'on a pu observer également en Italie et en Allemagne au lendemain du deuxième conflit mondial. Or, des militaires formés aux États-Unis et ayant appris des doctrines d'emploi américaines auront tout naturellement une préférence pour des équipements correspondant le mieux à leurs connaissances théoriques et pratiques⁹⁶. De ce point de vue, un effort substantiel des pays comme la France devrait être réalisé pour renforcer et accentuer les accords de formation et d'échange d'officiers, objectif pour partie pris en compte avec le projet d'*Erasmus militaire* hérité de la présidence française de l'UE au deuxième semestre 2008. De manière plus générale, l'impulsion viendra de la multiplication d'initiatives, comme celle des groupements tactiques, qui permettent aux militaires de plusieurs États membres de travailler ensemble. L'objectif ultime serait la création d'une académie militaire européenne.

De même, le développement de joint-ventures entre sociétés polonaises ou tchèques, et américaines, ont permis à ces dernières d'être durablement installées dans le paysage industriel de ces pays, et ce de façon durable.

Par ailleurs, la présence importante d'industriels israéliens en Pologne⁹⁷, ou chinois en Hongrie⁹⁸, dans des secteurs qui ne sont pas nécessairement liés à la défense, crée un élément supplémentaire de concurrence pour les industriels ouest-européens.

⁹⁶ L'importance des questions de formation a été confirmée par les attachés de défense français dans les trois pays lors des entretiens.

⁹⁷ Entretiens avec Patrick Michon, Sagem Sécurité, et avec le lieutenant colonel Ronald Tilly, attaché de défense de l'ambassade de France en Pologne.

⁹⁸ Interview avec le service économique de l'ambassade de France en Hongrie.

4. La relation avec la Russie : l'importance de l'enjeu énergétique

Si l'on assiste à un véritable renouveau de la relation entre les pays d'Europe centrale et orientale et la Russie, certains points de blocage subsistent. Pour une bonne compréhension des enjeux de défense et de sécurité dans les pays d'Europe centrale et orientale, nul ne peut faire l'impasse sur l'analyse de l'histoire de ces pays. La souveraineté retrouvée à la fin de la guerre froide étant encore « jeune », ces pays continuent d'avoir des craintes, d'ailleurs jugées excessives en Europe de l'ouest, quant à la pérennité du périmètre de leurs frontières, voire même quant à la survie de leurs États dans leur forme actuelle, et ce en raison d'une hypothétique résurgence de la puissance russe.

Cette perception accrue de la menace a poussé ces États à favoriser l'OTAN dans le domaine de la défense plutôt que le développement de la PeSDC, et ce en raison de la présence dans le Traité de l'Alliance Atlantique d'une clause de défense mutuelle, ainsi que de la puissance militaire américaine comme garantie de sécurité. Ceci n'a cependant pas aveuglé les pays d'Europe centrale et orientale sur leurs réels moyens de défense.

Conscients de la gravité de leur situation économique et du retard technologique cumulé pendant la guerre froide, ces États ont rapidement abandonné toute velléité d'autonomie stratégique ou technologique. La perception de l'autonomie stratégique n'est en fait pas la même en Europe de l'ouest ou dans les pays objets d'étude.

En effet, la véritable grille de lecture des relations entre ces pays et la Russie réside dans la sécurisation de leurs approvisionnements énergétiques, qui constitue pour eux un véritable gage d'autonomie stratégique.

La décision de plusieurs « grands » États européens (l'Allemagne et l'Italie principalement, mais également la France) de signer des accords de coopération avec la Russie pour le développement de deux gazoducs, « *South Stream* » et « *North Stream* », permettant de contourner les pays d'Europe centrale et orientale pour déboucher directement en Italie et en Allemagne, a fait craindre à ces pays une situation dans laquelle ils seraient otages des interruptions de livraisons en gaz de la part de Moscou, dans un scénario calqué sur les crises russo-ukrainiennes de 2006 et 2009.

Cet exemple témoigne de la divergence de perception stratégique entre un pays comme la France et les pays objets d'étude. Qu'il s'agisse de défense ou d'autres domaines, plus ou moins régaliens, ces pays ont déjà accepté leur « dépendance ». Les vraies questions qu'ils se posent

pour leurs stratégies industrielles, de défense ou de sécurité, sont celles des moyens de rendre plus acceptables ces dépendances et des moyens d'obtenir de meilleures garanties de sécurité. On relève ici une tendance à vouloir « monnayer » cette dépendance admise.

Pour revenir au domaine de l'armement, il n'est pas étonnant que les trois pays étudiés attachent une importance particulière à la politique des *offsets* dans la passation de leurs marchés publics de défense. Il s'agit d'obtenir des contreparties adéquates et d'exploiter au maximum une situation inévitable, celle de la privatisation des entreprises d'armement.

5. La politique des offsets et le développement de la PeSDC via la création d'un marché européen des équipements de défense

Le développement de la PeSDC devrait bénéficier de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. La création d'un poste de Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union, la mise en place d'un Service Européen d'Action Extérieure, ainsi que d'autres dispositions comme la possibilité pour certains États de choisir la voie d'une Coopération Structurée Permanente afin d'améliorer leurs capacités militaires, devraient faciliter la coopération, le développement capacitaire, et au final, une meilleure intégration des forces armées continentales.

La crise économique qui sévit actuellement en Europe, et qui s'est accentuée suite aux événements qui ont surgi en Grèce, s'est peu à peu orientée vers une crise de la dette souveraine et a aujourd'hui pour conséquence des réductions de dépenses publiques partout en Europe. Ces réductions impactent sur les budgets de défense nationaux, provoquant une nouvelle contraction de la dépense. Néanmoins ceci pourrait, paradoxalement, agir favorablement sur les processus d'intégration européenne. En effet, face à l'impossibilité de se doter au niveau national de capacités de défense couvrant la totalité du spectre de la défense (comme dans les cas de la France et du Royaume-Uni), ou encore face à la fragilisation de certaines niches industrielles prédominantes dans les trois pays objets d'étude, des politiques de mise en commun des capacités militaires (politiques de *pooling* ou de mutualisation des moyens) pourraient en conséquence s'affirmer ou voir le jour.

Pour ne citer qu'un seul exemple, la Hongrie, dont 80% du budget d'investissement de défense est absorbé par la location d'avions Gripen⁹⁹, pourrait décider d'abandonner cette capacité afin de réaliser des économies budgétaires. Elle pourrait en compensation signer un accord de

⁹⁹ Voir sur ce point le chapitre consacré à la Hongrie, où la procédure de location d'avions Gripen est détaillée.

protection de son espace aérien avec un pays voisin ou tiers. Elle pourrait également envisager de se doter d'une capacité minimale de surveillance de son espace aérien en achetant des appareils en commun avec d'autres pays européens, profitant ainsi d'une économie d'échelle impossible au niveau national.

C'est selon cette orientation que la PeSDC pourrait se développer et s'affirmer, selon une logique intergouvernementale ou *top-down*, à travers des accords politiques entre États membres qui resteraient néanmoins soumis à la règle de l'unanimité lors des décisions prises au Conseil, en conformité avec le Traité de Lisbonne. Le résultat des élections au Royaume Uni a suscité beaucoup d'attentes pour comprendre la direction qui sera prise par ce pays dans sa politique européenne en général, et vis-à-vis de la PeSDC de façon plus spécifique. La nomination de David Cameron en tant que Premier ministre, suite à un accord de coalition avec les pro-européens Libéraux-Démocrates, est encore trop récente pour émettre des jugements.

David Cameron a en tout cas souligné plusieurs fois, lors de la campagne électorale et suite à sa nomination, la nécessité de réaliser des économies budgétaires, également dans le domaine de la défense, et d'accroître la coopération avec des pays européens comme la France. Il est impossible pour l'instant de juger si cette volonté de coopérer se limitera à un strict cadre bilatéral franco-britannique ou si le Royaume-Uni sera un acteur majeur de la mise en œuvre de la Coopération Structurée Permanente. Celle-ci peut constituer un important tremplin pour le développement de capacités militaires européennes, et en cela servir une ambition plus affirmée qui pourrait avoir un effet de levier pour la participation d'autres États membres comme les trois pays objets d'étude.

La Commission européenne a lancé récemment des initiatives censées favoriser la création d'un véritable marché européen des équipements de défense, ce qui favoriserait la concurrence transfrontalière, ainsi que l'intégration des industries nationales agissant dans le domaine de l'armement. Ces actions pourraient faciliter une intégration européenne dans le domaine de l'armement que l'on pourrait définir communautaire ou *Bottom-up*, même si leur efficacité reste à prouver¹⁰⁰.

Il s'agirait alors d'une intégration par l'offre (les industries) plutôt que par la demande (les États membres), même si dans le domaine de l'armement, il faut tenir compte des velléités de contrôle étatique sur les entreprises nationales.

¹⁰⁰ La transposition nationale des Directives du paquet défense étant prévue à l'horizon 2011 (voir également la section consacrée à l'intérieur de ce chapitre) nous ne sommes pas en mesure, pour l'instant, d'affirmer que l'objectif de la création d'un marché commun des équipements de défense sera réalisé.

La Commission a ainsi proposé, et les États membres adopté, un « paquet défense » composé de deux directives censées faciliter la création d'un marché européen de la défense en améliorant les mécanismes d'échange et d'information. Les deux directives ont pour objet, pour la première la simplification des conditions de transferts de produits liés à la défense¹⁰¹, pour la deuxième la coordination des procédures de passation de certains marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité¹⁰².

La première directive a pour objectif l'élimination des barrières à la libre circulation des équipements de défense dans l'espace communautaire.

Le but est de garantir aux États membres la sécurité d'approvisionnement ; de faciliter les programmes en coopération en permettant à des entreprises différentes, ou faisant partie du même groupe transnational, d'échanger librement des produits ; d'éviter aux industriels de multiplier les demandes d'autorisation provoquant des coûts directs et indirects assez importants. En somme autant d'éléments qui jusqu'à maintenant restreignent la compétitivité vis-à-vis des autres grands groupes mondiaux, essentiellement américains.

La deuxième directive a pour objectif d'harmoniser les règles émanant des codes de marchés publics des États membres pour permettre une meilleure transparence et davantage de concurrence dans le processus d'achat d'équipements de défense. Ceci constitue un préalable à la mise en place, à terme, d'un marché européen des équipements de défense.

Cette directive doit permettre à la Commission d'appliquer au moins en partie des dispositions en matière de concurrence qui s'appliquent déjà à l'ensemble des autres secteurs économiques. L'idée est de permettre une meilleure concurrence entre groupes européens de défense, donc de procéder à une consolidation de la BITD, ce qui permettrait de renforcer les grands groupes et d'éliminer des entreprises marginales perçues comme des résidus de la guerre froide et du protectionnisme national.

Ces deux Directives devront être transposées par la totalité des États membres à l'horizon 2011. La « qualité » de leur transposition par les États membres va impacter les effets attendus. A ce sujet, les auteurs de l'étude ont pu mesurer une vive inquiétude dans les pays étudiés au sujet de la Directive harmonisant les règles des marchés publics. Cette Directive impose en effet aux États membres une plus grande transparence et concurrence dans les appels d'offre portant sur des équipements de défense et sécurité, en dépassant de fait la possibilité d'invoquer l'article 346

¹⁰¹ Directive 2009/43/EC simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté.

¹⁰² Directive 2009/81/EC relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans le domaine de la défense et de la sécurité..

(ancien article 296) du Traité sur l'Union européenne qui excluait le domaine de la défense des règles du marché commun.

Les autorités nationales en Pologne, en Hongrie et en République Tchèque ont conscience de la faiblesse économique et technologique de leur BITD, et auraient souhaité par conséquent pouvoir continuer à protéger leurs industries en évitant la concurrence lorsque cela est possible, en préférant acheter du matériel national pour subventionner la base industrielle nationale. Ils regardent avec inquiétude l'entrée en vigueur de la Directive¹⁰³. La disposition concernant l'ouverture de la concurrence à la totalité de la chaîne des fournisseurs, et donc également aux sous-traitants¹⁰⁴ et non pas uniquement aux maîtres d'œuvre, est particulièrement critiquée en Pologne, République Tchèque et Hongrie¹⁰⁵. En effet, une plus large concurrence risque de mettre en exergue les faiblesses de la BITD de ces trois pays.

Ces États ont obtenu un succès diplomatique en évitant que les directives du paquet défense interdisent les offsets, soit les compensations industrielles demandées lors de l'achat d'un équipement de défense étranger. En effet, depuis quelques années, on observe une remise en question des offsets. Ces compensations industrielles, demandées par des Etats disposant d'une faible BITD ou soucieux de développer un domaine de compétence donné, provoquent des duplications de compétences sur le sol européen.

C'est en partant de ce constat que l'AED avait travaillé à l'adoption d'un Code de conduite sur les compensations, entré en vigueur le 1er juillet 2009. Cependant, ce Code de Conduite est un simple instrument volontaire, non contraignant, et qui se limite au plafonnement du montant des offsets à 100% de la valeur d'un contrat.

Le caractère sensible de la question est évident pour les pays objets d'étude. Pour preuve, la Hongrie avait dans un premier temps refusé d'adhérer à un autre Code de Conduite voulu par l'AED, portant sur un régime intergouvernemental pour l'acquisition du matériel de défense, qui précédait le paquet défense et qui contenait le même type de préconisations sans être contraignant. Face à la pression des autres États membres et à l'inéluctabilité de l'adoption de ce

¹⁰³ Cette inquiétude est ressortie lors des interviews menées avec les associations d'industriels de la défense des trois pays étudiés, ainsi qu'au sein des ministères de la Défense nationaux.

¹⁰⁴ Voir à ce sujet l'article 21, alinéa 1 3 et 4 de la Directive relative à la passation des marchés de défense et sécurité. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:216:0076:0136:FR:PDF>
L'article 21 alinéa 4 stipule notamment qu'un Etat peut demander à un maître d'œuvre de sous-traiter une partie d'un contrat dans la limite maximale de 30%. La Directive spécifie également qu'il est interdit d'imposer la nationalité d'un sous-traitant lors d'une passation de marché, et que l'application des mêmes règles prévues pour le contrat principal est nécessaire également pour la sous-traitance. Même s'il ne s'agit pas d'une « obligation » de concurrence, le fait que ces dispositions soient indiquées dans la Directive inquiète les industriels des pays objets d'étude.

¹⁰⁵ Source, interviews avec des représentants d'associations d'industriels de la défense.

type de mesures, la Hongrie a finalement accepté le régime intergouvernemental en 2008, ainsi que l'adoption du paquet défense.

Conclusions et recommandations

Cette étude a pour objectif de montrer quel pourrait être l'impact des capacités industrielles de trois pays membres de l'UE, la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque, sur l'autonomie technologique et stratégique de l'Union.

Cette analyse fait ressortir l'existence des niches de compétences dans les trois pays (recherche médicale en Hongrie, aéronautique, maintenance et détection NRBC en République Tchèque, fabrication d'hélicoptères, maintenance, radar en Pologne), mais l'apport de ces trois pays restera mineur si on le compare à celui des États membres européens ayant une BITD plus développée comme les pays membres de la LoI (Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne, Suède, Espagne).

Cependant, les événements politico-stratégiques récents semblent ouvrir une fenêtre d'opportunité importante pour une meilleure implication politique et industrielle de ces pays au sein de la PeSDC. Cette implication pourrait prendre la forme d'un soutien à une politique de mutualisation des capacités qui créerait de fait des solidarités dans le domaine de la défense.

On assiste en effet actuellement à une modification de la structuration même des soutiens au développement de la PeSDC. Alors que historiquement les partisans d'un développement de cette politique étaient les États fondateurs de l'Union (Allemagne, France, Italie, pays du BeNeLux), les évolutions politiques aux Etats-Unis, en Russie, en Europe, et le contexte sécuritaire mondial, ont amené les pays d'Europe centrale et orientale à reconsidérer leur relation à l'Union européenne, dans le domaine de la défense notamment. Dans un contexte de fortes réductions budgétaires dans le domaine de la défense, avec un fort développement des idées de mutualisation des capacités, voire de spécialisations technologiques à l'intérieur de l'Union, il est impératif de réaliser une cartographie des BITD nationales en Europe, et de s'intéresser à la totalité des 27 Etats membres, quelle que soit la taille de leur BITD.

Malgré toutes les réserves exprimées dans ce rapport (relation avec la Russie, avec les Etats-Unis, insuffisance technologique et économique des entreprises étudiées, méfiance vis-à-vis de la politique européenne française) une opportunité existe, et elle devrait être saisie. L'intérêt d'une coopération industrielle et technologique avec les pays étudiés est réel, en raison d'intérêts politiques d'abord (possibilité de pérenniser le soutien de ces pays à la PeSDC) et également économique-industriels (possibilité de réaliser des économies d'échelle, et de réduire la dépendance de la BITD de ces pays vis-à-vis d'investissements en provenance de pays tiers).

Cette fenêtre d'opportunité pourrait être saisie en prêtant un soutien franc aux projets polonais concernant la PeSDC et qui seront avancés lors du semestre de présidence polonaise en 2011.

En effet, étant donné la taille de sa BITD et son poids politique au sein de l'UE, la France devrait privilégier, parmi les trois pays étudiés le développement de relations avec la Pologne, de façon bilatérale ou à travers le format offert par le triangle de Weimar. La Pologne pourrait également servir de facilitateur pour un rapprochement entre la France et les deux autres pays de l'étude, pour enfin dépasser des méfiances liées à des événements historiques lointains (Traité de Trianon pour la Hongrie, Accords de Munich pour la République Tchèque).

En ce qui concerne plus strictement la BITD, ces pays paraissent prêts à accepter la mise en place d'accords de coopération avec des entreprises européennes, à condition qu'une partie de leurs activités restent dans le giron domestique. Ici aussi, si des coopérations sont possibles dans des domaines spécifiques avec la République Tchèque (NRBC, aéronautique) et difficiles à déterminer avec la Hongrie, la France devrait se concentrer sur la relation avec la Pologne. A ce sujet, la France et les autres pays européens devraient réfléchir à trois possibilités pour un développement harmonieux du marché européen d'équipements de défense :

- 1) La mise en place d'un accord au plus haut niveau politique prévoyant une répartition des compétences à l'échelle européenne, en utilisant les niches capacitaires présentes dans ces pays pour faciliter leur appropriation de la PeSDC, et ce en utilisant les potentialités offertes par le « *through life approach* ». Des États ne disposant pas d'une BITD importante ont souvent, comme c'est le cas des trois pays objets d'étude, des capacités dans le domaine de la maintenance, qui devraient être utilisées comme instrument de négociation.
- 2) Une répartition des activités au niveau européen sur des programmes en coopération. Dans ce schéma, les pays disposant des BITD les plus avancées chercheraient des accords de fabrication avec des pays disposant de BITD moins performantes en transférant des activités à plus ou moins forte valeur ajoutée. Il s'agirait en quelque sorte de délocaliser une partie de la fabrication de matériels de défense, après avoir au préalable conclu des accords de sécurité sur les approvisionnements au niveau européen, comme cela a pu être le cas pour la fabrication et l'assemblage des coques des Bâtiments de Protection et de Commandement Mistral au chantier navale de Gdansk.
- 3) La mise en place d'un accord plus global, qui doit tenir compte des impératifs stratégiques de ces pays. Les compensations industrielles ne doivent pas forcément se limiter au domaine de la défense, en multipliant les pôles de compétence en Europe et en générant de l'inefficacité. Les trois pays objets d'étude sont fortement intéressés au développement du volet politique de l'intégration européenne dans d'autres domaines, comme la sauvegarde de la Politique Agricole Commune, ou le développement d'une

vraie politique énergétique européenne, avec une interconnexion des réseaux européens de gazoducs qui puisse éviter leur isolement vis-à-vis de la Russie. La dépendance peut aussi être surmontée via le développement de centrales nucléaires de nouvelle génération. Il s'agit là de simples exemples et d'autres voies existent bien entendu pour améliorer la coopération entre la France et ces pays.

ANNEXES

Annexe 1 : liste des personnalités auditées

Hongrie

Lieutenant Colonel Alexis Merdaci, Attaché de défense, Ambassade de France en Hongrie

Marie-Cécile Tardieu-Smith, Chef du Service Economique, Ambassade de France en Hongrie

Dr. Andras Turke, chercheur associé, IRSEM, chercheur associé Institut de recherche stratégique de la défense, SVKI, Budapest

Dr. Geza Kovacs, Président de la Defense Industry Association of Hungary

Mr. Laszlo Kocsis, Secrétaire général de la Defense Industry Association of Hungary

Dr. Sándor Szabó, Director general, Ministry for National Development and Economy

Pologne

Jakub Jaworski, Director of the International Cooperation Office, Polish Chamber of National Defence Manufacturers (réponses par écrit à un questionnaire)

Sebastian Magadzio, EADS SMO Poland

Ronald Tilly, attaché de défense, Ambassade de France en Pologne

Katarzyna Prostack, deputy trade fairs Director, TargiKielce

Wojciech Krym, export Director, AMZ – Kutno Limited

Lutostańska Halina, Director, Foreign Special Trade Office, North, South America, Europe and Israel, Bumar group

République Tchèque

Pavel Černý, Deputy NAD for International Affairs, Ministry of Defence

Jiří Obdržálek, Chief of Department for International Cooperation, Ministry of Defence

Daniela Baluchová, Chief of Branch for EU and NATO Cooperation, Ministry of Defence

LTC Miroslav Brozman, Desk Officer (FMF, FMS, EDA PoC for Offsets), Responsible for cooperation with various countries, including the US, Ministry of Defence

Petr Švarc, D NAD PoC for EDA, Ministry of Defence

Dr. Karel Zetocha, Research Fellow, University of Defence, Brno

Pavel Zábaj, Ministry of Industry and Trade

Dr. Richard Hlavatý, Executive Director of AOBP

Vilém Kolín, Ph.D., Deputy Central National PoC for EDA, Armaments Management and R&D Department Ministry of Defence

Lieutenant Colonel Bruno Bucherie, Attaché de defense, Ambassade de France à Prague

Petr Kratochvil, Deputy Director, Institute for International Relations

Annexe 2: présentation des entreprises

I. Entreprises Polonaises :

GRUPE	NOM DE L'ENTREPRISE	ACTIVITE	EFFECTIFS EN PERSONNEL	BÉNÉFICES	PRODUCTION	SHAREHOLDING
BUMAR HOLDING Sales revenue in 2008 : - Domestic market : 2,3 milliards de zlotys (environ 657 millions d'euros au taux de change PZL/€ 2008) - Abroad : 907 - 106 millions de zlotys (environ 260 millions d'euros au taux de change PZL/€ 2008)	Radwar (incorporé à Bumar depuis 2002)	Production de radars à destination militaire : - Radar systems - Command & control systems - AA artillery and missile systems - IFF systems - Information security facilities - Battlefield equipment - Crisis management systems - System integration - Road traffic monitoring systems	Environ 2000 employés.	14 millions de zlotys de profit net en 2008 ¹⁰⁷ (environ 4 millions d'euros au taux de change PZL/€ 2008).	60% de sa production vendus au ministère de la Défense et à la Police Nationale ¹⁰⁸ .	

¹⁰⁶ <http://www.warsawvoice.pl/WVpage/pages/article.php/20669/article> « Innovations in Arm Industry », July 29, 2009.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ http://www.smlstrategicmedia.com/pdf/EU_Defense_Report_SML.pdf

	Przemysłowe Centrum Optyki (PCO). Crée en 1976. Transformée en joint-stock company in 1994. Restructurée en 2002.	Recherche et Développement Appliqués.		Un profit net de 2,3 millions de zlotys en 2008 ¹⁰⁹ (environ 660 000 euros au taux de change PZL/€ de 2008)		5.96% des parts détenues par le ministère du Trésor 14.04% par le Comité des Emoyés 80% des parts par Bumar Sp. z o.o.
	Obrum , créée en 1967.	Recherche et Développement				
	Mesko	Producteur de munitions pour armes légères.				
	ZM Bumar – Labedy S.A.	- Production de système de radiocommunication militaire tactique - Equipement pour radiostations.		Presque 11 millions de zlotys de profit net en 2008 ¹¹⁰ (environ 3,1 millions d'euros au taux de change PZL/€ de 2008).		
	Radmor : Créée en 1947. Sur le point d'être privatisée ¹¹¹	Entreprise chargée de l'exportation d'armement et d'équipement de défense.				

¹⁰⁹ Ibid.

¹¹⁰ ¹¹⁰ <http://www.warsawvoice.pl/WVpage/pages/article.php/20669/article> « Innovations in Arm Industry », July 29, 2009.

¹¹¹ http://www.alacrastore.com/storecontent/Thomson_M&A/Radmor_SA_seeking_buyer-2184890040 « Radmor SA seeking buyer », 19 Mai 2010.

ARP	PHZ Cenzin sp. z o.o.	Fuel Aviation and Hydraulic Systems. Specialised producer of power hydraulics, fuel supply and control systems for aviation. Operation range of service: <input type="checkbox"/> - all military national airports and automotive -tank service units - foreign airports	630 employés.		India, Iraq, Pakistan, Czech Republik, Germany, Slovakia, Ukraine, Russia, <input type="checkbox"/> Spain, Portugal, Algeria	Joint Stock company.
	PZL Hydral SA. (http://www.hydral.com.pl) Créée en 1946	Fabrication d'avions et d'hélicoptères (<i>agricultural & fire-fighting planes, passenger/cargo commuters and trainer aircraft</i>).	+ de 1500 employés		Hélicoptères : Sikorsky S-70. Pays acquéreurs : Arabe Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahrein, Brunei, Brésil, Chili, Colombie, Corée du Sud, Egypte, Israël, Japon, Jordanie, Malaisie, Maroc, Mexique, Philippines, Taïwan, Thaïlande, Turquie.	100% des parts détenues par United Technologies Corporation via Sikorsky Aircraft Corporation. Titres cotées au NYSE.

ENTREPRISES PRIVATISEES	PZL Mielec (SARL), aéronautique. Achetée en 2007 par Sikorski Aircraft Corporation, elle même filiale de United Technologies Corporation (UTC).		2300 employés ¹¹²			
	PZL Swidnik. Acquis par AgustaWestland en 2010, elle même filiale de Finnmeccanica.	Fournisseur d'équipement électroniques et de communication (notamment à destination de l'Armée de Terre : Command and Control Application). Activités : <i>software development, systems design, integration, manufacturing of computers, terminals, communication systems and service of deployed systems and equipment.</i>				
	WB Electronics					

¹¹² http://www.economie-industrie.com/intranet/iso_album/d270203_sous-traitance_et_pays_de_l_est1.pdf

II. Entreprises Hongroises:

NOM DE L'ENTREPRISE	ACTIVITE	EFFECTIFS PERSONNEL	EN	BENEFICES	SHAREHOLDING
Danubian Aircraft Company http://www.danubian.hu/~urban/uj/index.htm	Maintenance des avions et hélicoptères, Révision des avions et hélicoptères, Modernisation et modifications des avions et hélicoptères, Entretien et peinture des avions et hélicoptères	400			Privatisée à 99,96%, les 0,04% du capital restant sont possédés par une action spécifique de l'Etat. 53% des actions sont détenues par les cinq actionnaires principaux.
HM ARZENÁL Electromechanikai Részvénytársaság	<p>Réparation et inspection des systèmes de tirs, de radars, d'unités électroniques et mécaniques des missiles ; Développement et conception des unités mécaniques et électroniques, hardware et software, des instruments militaires ; Développement, conception et installation des systèmes de sécurité ; Conception et réalisation d'infrastructures médicales (lits, brancards...) Calibrage des appareils de mesures ;</p> <p>HM Arzenál ZRt. est depuis 1993 autorisé à exporter ses activités et compétences militaires.</p> <p>Ses principaux pays partenaires sont : les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Slovaquie, la Slovénie le Vietnam et la Croatie. L'entreprise est également un fournisseur officiel de l'OTAN. Elle a coopéré avec succès avec MBDA dans la conception du missile Mistral et a également contribué au montage et au transport des missiles vers les zones en opérations de combat. C'est cette coopération qui lui a valu</p>				Publique

	d'être reconnue comme la première entreprise hongroise à acquérir la qualification de 'fournisseur de l'OTAN.			
RÁBA Magyar Vagon és Gépgyár Net Profit : -701 (-2,5 millions d'euros) Net Profit per share : -56 (-0,199 millions d'euros) Dividend per Share: 0 Total Assets: 32,423 (environ 115,7 millions d'euros).	Le groupe <i>Rába Automotive Holding</i> poursuit ses activités dans trois secteurs distincts: Rába Axle Ltd. 60% Rába Automotive Components Ltd. 27% Rába Vehicle Ltd. 13%	255 (182 permanents et 73 intérimaires)	(2009 m HUF) Net Sales : 33,923 (environ 121 millions d'euros au taux de change PZL/€ de 2009)	divisé entre des actionnaires privés et l'Etat hongrois
Aviatronic LTD	Enregistreurs de paramètres (Flight Data Recorder) et systèmes d'évaluation de navigation pour les avions et les hélicoptères ; Simulateurs d'artillerie de chars d'assaut ; Systèmes de commande au sol et caméras embarquées pour les drones (UAV) ; Equipements électroniques d'unités d'alimentation à haute intensité pour la maintenance des avions.	52	345 millions HUF ~1,3 million d'euros (2006)	Privée (4 actionnaires)

III. Entreprises Tchèques :

NOM DE L'ENTREPRISE	ACTIVITE	EFFECTIFS EN PERSONNEL	CHIFFRE D'AFFAIRE	SHAREHOLDING
AERO VODOCHODY (http://www.aero.cz/en/) Fondée en 1919 sous le nom d'Aero. En 1998, acquisition partielle par Boeing, parts finalement rachetées par l'Etat	Aviation : Production et réparation d'avions, et fourniture de structures aéronautiques : le développement, la production, l'expérimentation, la réparation, la maintenance ou encore la modernisation d'avions militaires de combat et d'entraînement. 143 millions d'euros d'exportations en 2008.	1321 en 2008 (Source : Rapports annuels 2001-2009)	162,5 millions d'euros (: 1 EUR = 25,9428 CZK, mai 2010). (Source : Rapports annuels 2001-2009)	Publique. Détient 100% du capital de <i>Technometra Radotin</i> et de l'aéroport de Vodochody. Son potentiel a récemment été accru par l'acquisition en 2007 de <i>Rotortech Aero Composites</i> .
LOM Praha (http://www.lomp Praha.cz/en/)	Réparation et modernisation d'équipements : services de réparation pour les hélicoptères <i>Mi</i> dans les pays de l'OTAN et de l'Union européenne. LOM couvre un spectre large de services de révision, non seulement d'équipements aéronautiques, mais aussi d'autres équipements lourds.	950	54,5 millions d'euros	Détenue à 100% par l'Etat.
VOP Group (http://www.en.vopgroup.cz/) Fondée en 1997	Production et réparation à destination de l'Armée tchèque, notamment dans les domaines du génie civil, du traitement de métaux et de la réparation d'équipements électriques et électroniques, et des véhicules mobiles.		4,3 millions d'euros (source AOBP)	Enterprise d'Etat
Ramet CHM a.s (http://www.rametchm.cz/) Existe depuis 1992	Systèmes RADAR: production et le développement de systèmes radar passifs, de systèmes d'antennes pour les radars de surveillance et d'équipement microwave.			
SELLIER ET BELLOT http://www.sellier-bellot.cz/ Source 2: Defence and Security Industry Association of the Czech Republic, Member companies, 2009	Munitions et armes légères <ul style="list-style-type: none"> - Munitions pour armes militaires de petit calibre - Cartouches - Munitions pour armes de poing - Production d'explosifs 			

<p>POLICKÉ STROJIRNÝ A.S http://www.pos.cz/ Source 2: Defence and Security Industry Association of the Czech Republic, Member companies, 2009</p>	<p>Munitions et armes légères: - Destruction de munitions désuètes - Production, vente et commerce international de munitions et d'armes - Finalisation et expérimentations de munitions et armes Formation de main d'oeuvre à la fabrication et au maniement d'explosifs</p>			
<p>ZVI A.S http://www.zvi.cz/en/ Source 2: Defence and Security Industry Association of the Czech Republic, Member companies, 2009</p>	<p>Munitions et armes légères Développement, fabrication, réparation, transport, achat et emprunt de produits d'ingénierie.</p>			
<p>NOVÝ JICIN, S.P.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - repairs, upgrades, development and manufacture of tanks and vehicles, artillery systems and small arms, - development and production of special superstructures on vehicles chassis, - manufacturing cooperation with foreign partners, - foreign trade with military material, - production of training aids, - training of tanks and vehicles specialists 	600	<ul style="list-style-type: none"> - turnover: 731 mil. CZK (environ 27,65 millions d'euros au taux PZL/€ 2009) - registered capital: 371 mil. CZK (14,03 millions d'euros) 	publique

<p>ŠTERNBERK, S.P.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - research and development of tracked or wheeled combat, transportation, special land vehicles - repairs, refurbishments and upgrades of wheeled and tracked armoured personnel carriers and infantry fighting vehicles - development and production of mobile medical centres - development and production of NBC protection means - development and production of training aids and trainers - research, development of weapon systems, ammunition and explosives - testing - codification, cataloguing - NBC defence research and development - electronic warfare research and development - materials engineering <p>Deliveries: Germany, UK, The Netherlands, the Slovak Republic, Russia, Belgium, Poland, Italy, Portugal, China</p> <p>Cooperation: UK, USA, Sweden, Greece, Hungary, Germany, Finland, Italy, Austria, Bulgaria, France, Turkey, the Slovak republic, Egypt, Switzerland, Belgium, Russia</p>		<p>2006 : CZK 1 368 million (48,27 millions d'euros)</p> <p>2007 : CZK 1 806 million (65,04 millions d'euros)</p> <p>2008 : CZK 1 251 million (50,15 millions d'euros)</p> <p>2009 : CZK 940 million (35,56 millions d'euros).</p>	<p>publique</p>
-------------------------------	---	--	--	-----------------

